



**INSEE**

ANTILLES-GUYANE

INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES

N° 6 - juin 2010

# antiane

la revue économique et sociale

des antilles guyane

L'année économique et sociale 2009  
en Guadeloupe

La Guadeloupe doublement frappée

# antiane

la revue économique et sociale  
des antilles guyane

N° 73

## L'année économique et sociale 2009 en Guadeloupe

### **Synthèse régionale**

- 2 *La Guadeloupe doublement frappée en 2009*

### **Contexte national et international**

- 3 *Une récession profonde en 2009*

### **Actualités**

- 5 *2009 en quelques dates*

### **Commerce extérieur**

- 6 *Diminution des échanges extérieurs*

### **Prix de détail**

- 8 *2009, coup de frein sur les prix la consommation*

### **Épargne-crédit**

- 10 *Des comportements financiers attentistes en 2009*

### **Développement économique**

- 12 *Les fonds européens au service du développement de la Guadeloupe*

### **Environnement**

- 14 *Un schéma directeur pour la gestion des eaux en Guadeloupe*

### **Création d'entreprises**

- 16 *Le régime de l'auto-entrepreneur dynamise la création d'entreprise*

### **Agriculture**

- 18 *2009 : bon potentiel de la banane, mauvaise campagne de canne*

### **Commerce**

- 20 *Des commerces concentrés dans l'agglomération pointoise*

### **Tourisme**

- 22 *Coup de frein sur le tourisme en Guadeloupe*

### **Transport maritime**

- 24 *Un trafic de marchandises pénalisé par les crises en 2009*

### **Automobile**

- 26 *Le marché de l'automobile souffre de la crise*

### **Emploi-Chômage**

- 27 *Le marché du travail : 2009, une année difficile*

- 29 *De moins en moins d'emplois, surtout pour les jeunes*

### **Logement**

- 31 *Près de 30 000 logements sociaux en Guadeloupe*

### **Enseignement**

- 33 *Un élève sur trois choisit la voie professionnelle*

### **Santé**

- 35 *Les habitudes alimentaires et la production locale*

### **Démographie**

- 37 *Les naissances diminuent encore*

# Édito

J'ai le plaisir de vous présenter une nouvelle édition de l'Année Économique et Sociale en Guadeloupe. Ce bilan de l'année écoulée, l'année 2009, se veut un regard synthétique et cohérent, mais non exhaustif, sur la réalité économique et sociale de la région. Il s'appuie sur les données disponibles au moment de son élaboration et constitue le résultat de la collaboration fructueuse entre l'Institut et ses partenaires régionaux.

Je tiens ici à remercier tous les auteurs de cette « Année économique et sociale 2009 en Guadeloupe » :

- Mme Cornély de l'observatoire régional de la santé en Guadeloupe ;
- Mme Gappa de la cellule Europe de la Préfecture de Guadeloupe
- Mme Jiounandan du Rectorat de la Guadeloupe ;
- Mme Minatchy de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer ;
- Mme Naud d'Ipsos Antilles ;
- Mme Reilhes de la Direction régionale de l'environnement de Guadeloupe ;
- M. Chaulet de la Direction de l'agriculture et de la forêt de Guadeloupe ;
- MM. Darmalingon et Janik de la Direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Guadeloupe ;
- M. Pierrot du Port autonome de la Guadeloupe ;
- M. Rafrat de la Direction départementale de l'équipement de Guadeloupe ;
- Mmes Camus, Christanval, Nacitas, Ragot et MM. Benhaddouche, Forgeot, Horatius-Clovis, Le Grand, Paraire, Silvestre, Thioux et Valadou de l'Insee.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture et vous invite à consulter les éditions 2009 de l'Année économique et sociale de la Guyane et de la Martinique respectivement sur :

[www.insee.fr/guyane](http://www.insee.fr/guyane) et [www.insee.fr/martinique](http://www.insee.fr/martinique).

---

*Patrick HERNANDEZ*

## La Guadeloupe doublement frappée en 2009

**Crises économique et sociale se conjuguent pour faire de 2009 une année difficile au plan économique. Produit intérieur brut, commerce extérieur, trafic de marchandises, nombre de touristes, nombre d'emplois et taux de chômage : la plupart des indicateurs se dégradent. Cependant, les prix restent sages et grâce au statut de l'auto-entrepreneur créé en début d'année, la création d'entreprise atteint un niveau record.**

En 2009, le monde et la France ont été touchés par une profonde récession. Le Produit intérieur brut (PIB) mondial baisse de 0,6%. Les économies avancées sont les plus touchées (-3,2 %) et le PIB français décroît de 2,6 %. En France, le taux de chômage atteint 10 %, en hausse de près de 2 points.

En Caraïbe, la situation est contrastée, les pays à forte vocation touristique sont touchés par le recul de la demande européenne et nord-américaine.

Malgré le soutien de l'Europe (220 millions d'euros de fonds européens sont programmés en 2009), la Guadeloupe n'échappe pas à cette crise économique. De plus, au premier trimestre 2009, l'archipel est touché par un mouvement social de très grande ampleur (44 jours de grève au total). Ces deux crises, économique et sociale, ont des conséquences importantes.

En 2009, le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe baisse de 6,3 %. C'est la conséquence de l'arrêt des deux moteurs historiques de la croissance de l'archipel : l'investissement chute de 12,2 % et la consommation des ménages se replie de 3,3 %. Dans le même temps, les importations régionales baissent de 22 % et les exportations (hors énergie) de 11 %. Au port autonome de Guadeloupe (PAG), le trafic de marchandises est en recul de 16 % et celui des passagers de 4 %. En termes d'investissement, les chefs d'entreprise adoptent un comportement attentiste. Les ménages ont moins recours au crédit à la consommation. Les ventes de véhicules neufs diminuent de 4 %, les occasions de 12 %. En 2009, 670 nouveaux logements sociaux sont proposés à la location. Avec une hausse de 0,2 % sur l'ensemble de l'année (contre 2,2 % en 2008), les prix restent sages en Guadeloupe. Conclu à la fin du mouvement social, l'accord sur les prix, a entraîné une baisse marquée dans la grande distribution.

Le tissu économique guadeloupéen s'enrichit de 4 970 nouvelles entreprises, 16 % de plus qu'en 2008. Un record lié à la mise en place du nouveau statut de l'auto-entrepreneur, à l'origine du tiers des créations d'entreprises. On crée son entreprise pour créer son emploi ou son complément d'emploi. Dans le commerce, seuls 28 % des créations commerciales relèvent de l'auto-entreprise.

Le marché du travail se dégrade en 2009. Près de 61 000 demandeurs d'emploi sont recensés en Guadeloupe ou dans les Iles du Nord, un chiffre en hausse de 11 % par rapport à 2008. Les jeunes et les seniors sont les plus touchés, respecti-

vement +16 % et +25 % en un an. Au deuxième trimestre 2009, en Guadeloupe, le taux de chômage des 15-64 ans est de 23,7 %. Les emplois sont de moins en moins nombreux et les jeunes en pâtissent le plus. Seuls 8 % des 15-24 ans travaillent et 60 % d'entre eux sont au chômage (+4,5 points en un an). Un diplôme est souvent perçu comme un atout contre le chômage, sans doute un espoir pour les 1 230 nouveaux bacheliers de l'enseignement professionnel.

Les résultats de l'agriculture et des IAA sont contrastés : 53 000 tonnes de bananes ont été exportées vers l'Europe, un tiers de plus qu'en 2008. Perturbée par le mouvement social et de mauvaises conditions météorologiques, la campagne sucrière n'a pas été à la hauteur des espérances des producteurs. La production locale n'est pas encore très visible ni accessible : c'est ce qui ressort d'une enquête réalisée auprès des Guadeloupéennes.

Pour le secteur du tourisme, 2009 a été une mauvaise année : le nombre de touristes métropolitains a diminué de 16 % et celui des clients des hôtels homologués, de 30 %. Les Iles du Nord sont également touchées.

La Guadeloupe se préoccupe de son environnement. Un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) a été signé en 2009. Promouvoir une gestion durable de cette ressource rare constitue l'un des axes principaux. Une orientation dont ne pourront que se louer les parents des 5 400 enfants nés en 2009, un chiffre encore en diminution par rapport à 2008.

Pierre VALADOU

## Une récession profonde en 2009

**Le Produit Intérieur Brut mondial a baissé de 0,6% en 2009. La récession a surtout touché les États-Unis et la zone Euro. Les plans de relance mis en place dès 2008 ont soutenu la consommation et l'investissement. En France, la récession a entraîné une reprise du chômage dans un contexte de faible investissement. Les perspectives de reprise pour 2010 sont limitées pour la France mais plus favorables pour l'Amérique latine et la Caraïbe.**

En 2009, l'économie mondiale a été touchée par une profonde récession, malgré une timide reprise de l'activité en fin d'année. La récession a surtout concerné les économies avancées (-3,2% de PIB). La zone euro a été impactée diversement selon les pays. Les économies basées sur le commerce extérieur ont subi le recul du commerce mondial qui a connu un coup de frein brutal dès le second semestre 2008 (voir encadré).

### Coup de frein sur le commerce mondial fin 2008

Les échanges commerciaux ont reculé de plus de 10 % sur l'ensemble de l'année en 2009, aussi bien pour les pays avancés que pour les pays émergents et en développement. Le coup d'arrêt brutal enregistré au dernier trimestre 2008, s'est prolongé au premier semestre 2009. Le dynamisme des économies émergentes, et de la Chine en particulier, a entraîné une reprise du commerce mondial au second semestre. Le recul enregistré entre octobre 2008 et juin 2009 a été particulièrement fort en valeur du fait de stratégies de réduction des stocks de biens de consommation et d'équipement dans les économies avancées.

En France, un plan de relance a été construit sur le financement d'infrastructures et le soutien de la consommation (prime à la casse, prime de solidarité active,...).

En Chine, un plan massif de 586 milliards de dollars (12% du PIB) a été lancé dès novembre 2008. Les plans de relance conduits en Asie émergente ont contribué à la reprise des exportations dans les économies avancées.

*Des plans de relance vigoureux*

Plusieurs stratégies de sortie de crise ont été élaborées pour 2010. Les États-Unis continuent de soutenir la relance par des crédits d'impôts, par la prolongation des allocations chômage et par des subventions à l'assurance maladie. Au Royaume-Uni et en Espagne, les gouvernements tentent de redresser les finances publiques par une hausse des impôts et la fin progressive des mesures de soutien à la consommation comme la prime à la casse par exemple.

L'efficacité de ces plans de relance est pénalisée par la faiblesse de l'investissement. Les capacités productives restent sous utilisées dans les économies avancées.

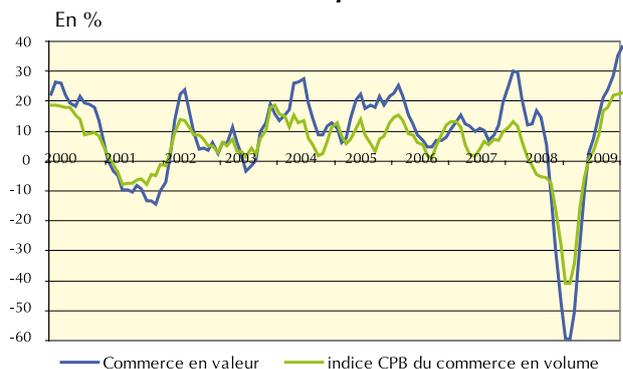
La demande mondiale de pétrole est restée inférieure à la demande habituelle pendant toute l'année 2009, à des niveaux proches de 19 millions de barils par jour. Les prix du pétrole ont remonté au cours du 1er trimestre 2009 après la chute constatée fin 2008. Toutefois, malgré une forte pression spéculative, les prix sont restés inférieurs à 80 \$ le baril de Brent. Les prévisions pour 2010 placent le baril à 75 \$ dans un marché à nouveau équilibré.

*Prix de l'énergie modérés*

L'inflation en France a été quasi nulle, la baisse de l'énergie ayant contribué par effet d'entraînement à la baisse de l'inflation sous-jacente. En 2010, l'inflation devrait rester stable : les produits frais devraient repartir à la hausse en France, consécutivement à un hiver très rigoureux ; les produits manufacturés continueraient de baisser.

### Début 2009 : trou d'air dans le commerce mondial

**Évolution annualisée du commerce mondial calculée sur les 3 mois précédents**



Source : Fonds Monétaire International

## Le chômage augmente en France

Au quatrième trimestre 2009, 10% de la population active est au chômage soit une hausse de +1,8 point sur un an (+525 000 personnes). La crise a détruit 600 000 emplois. L'industrie a été particulièrement touchée, rattrapée au second semestre par la construction. En 2010, le chômage continuerait d'augmenter mais plus modérément. Un million de chômeurs arriveront en fin de droits en 2010. En 2009, le PIB a diminué en France de 2,6 %. La consommation des ménages est restée atone sur les trois premiers trimestres. Elle n'a progressé que de 0,6 % sur l'année grâce à un dernier trimestre soutenu par l'aubaine de la prime à la casse, poussant les ména-

ges à anticiper l'achat de voitures. L'investissement des ménages, en recul de 9 %, pâtit de la crise du secteur immobilier.

Dans les entreprises, le taux de marge a nettement baissé en raison d'une hausse du salaire réel, accentuée par un repli de la productivité, l'emploi s'ajustant avec retard à la contraction de l'activité. En 2009, les entreprises ont diminué de 8 % leurs investissements (-13 % pour les produits manufacturés). La diminution des stocks a fortement pesé sur la croissance en 2009 mais leur reconstitution entamée a contribué fortement (+ 0,9 point de PIB) à l'accélération de la croissance au dernier trimestre. Les conditions de financement bancaire pour les entreprises se sont assouplies en fin d'année.

La région Amérique latine et Caraïbe a relativement bien surmonté la récession mondiale en 2009 (-1,8%) et attend une reprise vigoureuse pour 2010 (+4%). Les perspectives sont particulièrement bonnes pour le Brésil, où la demande intérieure conjuguée à une inflation maîtrisée (4,9%) ont permis de limiter la baisse du PIB en 2009 (-0,2%). Les perspectives de reprise de la demande mondiale génèreraient une forte croissance en 2010. Par ailleurs, de forts investissements publics et privés ont soutenu la croissance au Suriname et en République Dominicaine. Le recul du trafic du canal de Panama (-3% en 2009) a été largement compensé par une hausse des péages.

## L'Amérique latine et les Caraïbes résistent

### La crise épargne les pays émergents

#### Croissance du PIB en 2008 et 2009, projections pour 2010 et 2011

En %

	2008	2009	Projections	
			2010	2011
<b>Monde</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,3</b>
<b>économies avancées dont :</b>	<b>0,5</b>	<b>-3,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>
Etats Unis	0,4	-2,4	3,1	2,6
Zone Euro, dont :	0,6	-4,1	1,0	1,5
- France	0,2*	-2,6*	1,5	1,8
- Allemagne	1,2	-5,0	1,2	1,7
Japon	-1,2	-5,2	1,9	2,0
<b>Pays émergents ou en développement dont :</b>	<b>6,1</b>	<b>2,4</b>	<b>6,3</b>	<b>6,5</b>
- Chine	9,6	8,7	10,0	9,9
- Inde	7,3	5,7	8,8	8,4
<b>Amérique Latine - Caraïbes</b>	<b>4,3</b>	<b>-1,8</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>
Brésil	5,1	-0,2	5,5	4,1
Venezuela	4,8	-3,3	-2,6	0,4
Amérique Centrale <sup>1</sup>	4,3	-0,6	2,7	3,7
- Panama	10,7	2,4	5,0	6,3
Caraïbes <sup>2</sup>	2,9	0,4	1,5	4,3
- Haïti	0,8	2,9	-8,5	7,0
- République Dominicaine	5,3	3,5	3,5	6,0
- Antigua et Barbuda	1,8	-6,7	-2,0	0,8
- Dominique	3,2	-0,3	1,4	2,5
- Sainte-Lucie	0,7	-5,2	1,1	2,3
- Barbade	0,2	-5,3	-0,5	3,0
- Trinidad et Tobago	2,3	-3,5	2,1	2,3
- Suriname	6,0	2,5	4,0	4,8

(1) Costa-Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

(2) Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, République Dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Surinam, Trinité-et-Tobago

Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2010 sauf (\*) Insee (données provisoires), Comptes nationaux

Toutefois, des difficultés subsistent. Dans toutes les économies de la région, la crise des pays avancés a entraîné un recul notable des transferts de fonds des émigrés.

Les économies importatrices de produits de base à forte composante touristique telles que Antigua et Barbuda, Sainte-Lucie ou Barbade sont pénalisées par le recul de la demande de tourisme de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Le Venezuela et à un degré moindre Trinidad et Tobago ont pâti de la baisse du prix des hydrocarbures. Haïti avait connu une croissance de bon aloi en 2009 sans toutefois parvenir à progresser sur le plan de la pauvreté. Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a anéanti l'économie du pays. Le plan de soutien international développé pour la reconstruction devrait produire ses effets sur l'économie en 2011.

Hervé LE GRAND

Pour en savoir plus

Fonds Monétaire International - World Economic Outlook (WEO), avril 2010, Insee : note de conjoncture, « Une demande sans tonus en Europe », mars 2010, Les comptes de la nation en 2009, Insee Première n°1294, mai 2010



# 2009 en quelques dates

## 19 janvier

Les gérants des stations services démarrent un mouvement de grève illimitée.

## 20 janvier

Investiture de Barack Obama, président des Etats Unis d'Amérique.

Le collectif Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP), représenté par Élie Domota son porte-parole, appelle à la grève générale.

## 24 au 28 janvier

Défilés en Guadeloupe et négociations au WTC (Etat, LKP, Collectivités locales, organisations patronales). Le 28, N. Desforges, préfet, quitte le WTC et demande à ce que les négociations aient lieu en préfecture.

## 30 janvier

Manifestation en Guadeloupe, de 20 000 participants selon la police à 65 000 selon le LKP.

## 1<sup>er</sup> février

Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, arrive en Guadeloupe.

## 7 et 8 février

Les négociations sont près d'aboutir. Yves Jégo est rappelé à Paris.

## 16 au 19 février

Routes barrées, scènes de pillage ; dans la nuit du 17 au 18, décès par balles de Jacques Bino, militant du LKP, près d'un barrage.

## 4 mars

L'accord Bino (165 articles) est signé par Nicolas Desforges (préfet), Victorin Lurel (président du Conseil régional), Jacques Gillot (président du Conseil général) et Élie Domota (porte-parole du LKP). Parmi les principales mesures, augmentation de 200 € pour les salariés percevant entre 1 et 1,4 SMIC, blocage de 1 500 prix sur les produits de première nécessité...

## 21 avril

Coup d'envoi des Etats généraux de l'Outre-mer, voulus par Nicolas Sarkozy. Huit ateliers thématiques dont « Productions locales », « Formation des prix », « Gouvernance », « Insertion de la Guadeloupe dans son envi-

ronnement », se réunissent dans différentes communes de l'archipel.

## 23 juin

Marie-Luce Penchard est nommée secrétaire d'Etat à l'Outre-mer.

## 24 juin

Le congrès des élus de Guadeloupe décide d'un délai de 12 à 18 mois pour finaliser un projet de société pour la Guadeloupe.

## 26 juin

Visite en Guadeloupe de Nicolas Sarkozy, président de la République française.

## 15 et 22 juillet

Restitutions des travaux des Etats généraux de l'Outre-mer ; 3 000 personnes ont participé aux réflexions.

## Début août

Premiers versements du RSTA à 60 340 bénéficiaires. La grippe A arrive en Guadeloupe : 24 000 cas dont 5 mortels sur l'année 2009.

## Septembre

Remise de la synthèse des Etats généraux à l'Etat. L'Autorité de la Concurrence rend un avis sévère sur les pratiques commerciales de la grande distribution et du fret maritime dans les DOM : elle préconise une amélioration de la concurrence. Réunion de l'observatoire des prix et des revenus : dégel des prix des carburants à la pompe annoncée par Marie-Luce Penchard

## 28 octobre

Jean Luc Fabre devient préfet de Guadeloupe.

## 6 novembre

À l'issue du premier Conseil Interministériel de l'Outre-Mer, M-L Penchard est nommée ministre de l'Outre-mer et N. Sarkozy annonce 137 mesures pour l'Outre-mer dans les domaines de la concurrence et des prix, du développement des productions locales, des grands projets structurants, de la gouvernance, de l'insertion de la Guadeloupe dans la Caraïbe, de l'égalité des chances et de la culture.



## Diminution des échanges extérieurs

**En 2009, les échanges de biens entre la Guadeloupe et le reste du monde ont diminué. Les importations baissent de 22%. Hors énergie, les exportations guadeloupéennes diminuent de 11%. Conséquence de la baisse des importations, le déficit commercial baisse de 24% et atteint 1,8 milliard d'euros. À 10%, le taux de couverture des échanges reste faible. La part des importations métropolitaines est en hausse de cinq points. La part des exportations de produits agricoles ou agro-alimentaires poursuit son repli.**

### Définitions

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du Sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto-Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union Européenne et donc avec les départements français d'outre mer.

Après une année 2008 marquée par la hausse des échanges avec l'extérieur, en 2009, le commerce extérieur de la Guadeloupe se replie nettement. En augmentation depuis quatre années, le montant des importations diminue de 22 %. Il s'élève à 2,03 milliards d'euros. L'ensemble des secteurs est concerné par cette baisse. Particulièrement, dans l'énergie, la valeur des importations, en augmentation régulière depuis 2004, a diminué de 47 %. Toutefois cette forte diminution doit être relativisée : en quantité de produits pétroliers importés, la baisse n'est que de 26 % ; en cause, le cours annuel moyen du pétrole qui s'est effondré en 2009 (le cours du Brent a baissé de 37 % entre 2008 et 2009). Le montant des importations automobiles diminue de 26 %, elles étaient régulièrement en hausse depuis 2003. Celui de l'industrie des biens intermédiaires se réduit de 19 %. Hors énergie, la valeur des produits importés baisse plus modérément (- 16 %). Par rapport aux importations, avec 206 millions d'euros, les exportations ont un niveau dix fois moins

élevé mais en hausse de 4,2 %. Leur bonne tenue tient surtout à l'augmentation de 74 % des ventes d'énergie, essentiellement des réexportations de pétrole raffiné à destination de la Guyane française. Hors énergie, les exportations chutent de 10,7 %.

Le commerce extérieur de la Guadeloupe est structurellement déficitaire, la valeur des importations dépassant largement celle des exportations. En 2009, le déficit de la balance commerciale est de 1,8 milliard d'euros, en diminution de 24 % par rapport à 2008. Le taux de couverture des échanges de biens est de 10 % : il gagne deux points et demi par rapport à l'année précédente. Cette amélioration du solde commercial est la conséquence directe de la diminution des échanges. Le mouvement social du début d'année et le ralentissement de l'activité économique internationale ont pesé sur les échanges commerciaux guadeloupéens. Le déficit des échanges s'est réduit avec notamment la baisse des importations de pétrole raffiné, d'automobiles et de biens intermédiaires.

### Part de la zone partenaire dans les échanges de biens et solde commercial en 2009

En % et million d'euros

	Importations	%	Exportations	%	Solde pour la Guadeloupe
France métropolitaine	1 160	57	73	35	-1 087
Europe hors France	259	13	17	8	-242
Etats-Unis	141	7	4	2	-137
Martinique	99	5	27	13	-72
Caraïbe hors ACP	96	5	0	0	-96
Caraïbe ACP	21	1	1	1	-20
Guyane	6	0	65	31	59
Autres	248	12	20	10	-229
<b>Total</b>	<b>2 030</b>	<b>100</b>	<b>206</b>	<b>100</b>	<b>-1 824</b>

Source : Douanes, calculs Insee



## Des approvisionnements très dépendants de la France métropolitaine

En 2009, les importations guadeloupéennes sont formées à 69 % de biens manufacturés ou industriels, à 18 % de biens agricoles ou alimentaires et à 13 % d'énergie.

La région importe une grande partie de ces produits de la métropole. Cette part est en hausse de cinq points par rapport à 2008 et atteint 57 %. De nombreux produits sont concernés : 61 % des biens intermédiaires comme le bois scié, les câbles électriques ou encore les pneumatiques. Les trois quarts des biens de consommation et notamment les médicaments sont importés de France métropolitaine, mais également, 64 % des biens d'équipement, 73 % des produits agroalimentaires et 62 % des produits agricoles.

La moitié des véhicules importés provient de France métropolitaine, l'autre moitié principalement d'Allemagne, d'Espagne ou du Japon. Les importations d'énergie sont essentiellement du pétrole raffiné. La partie la plus importante provient des États Unis (37 %), de Martinique (33 %) et d'Aruba (15 %). Il s'agit de fuel, de gazole et d'essence sans plomb. Seulement 2 % de l'énergie

importée provient de la France métropolitaine, pour l'essentiel de l'huile pour les moteurs, les compresseurs et les turbines.

Les achats de proximité restent modérés : l'espace Caraïbe (hors DFA) fournit 5,7 % des produits importés, essentiellement du gazole, du carburacteur, de la houille et du ciment, et la Martinique en procure 4,9 %.

## La part des exportations agricoles ou agro-alimentaires a diminué

Les exportations guadeloupéennes sont principalement composées de produits issus de l'agriculture et des industries agroalimentaires même si leur part s'est considérablement réduite au cours des cinq dernières années (39 % en 2009 contre 68 % en 2004). Les principaux produits, la canne à sucre et la banane, connaissent des difficultés de production et d'exportation en raison de phénomènes climatiques, de problèmes de restructuration et de la concurrence des pays à faible coût de production. Les exportations agricoles progressent de 12 %, poussées par les ventes de bananes (+23 %). Mais les exportations de melons diminuent de 17 %.

Les exportations des produits de l'industrie agroalimentaire baissent de 14 %. L'industrie du sucre contribue à cette tendance : les exportations de sucre de canne baissent de 18 %. En revanche, les exportations de rhum progressent de 0,6 % et celles de jus de fruits de 11 %.

Les biens d'équipement représentent 12 % des exportations guadeloupéennes. Il s'agit principalement de réexpéditions, notamment d'appareils téléphoniques à destination de la Martinique, de la Guyane et des États-Unis. Ces exportations de biens d'équipement ont augmenté de 15 % en 2009.

Les exportations de biens intermédiaires diminuent de 36 %, avec la réduction des ventes de produits métalliques de 66 % et de celles de la parachimie de 28 %.

La France métropolitaine est destinataire de 35% des exportations de la Guadeloupe, essentiellement des bananes, du rhum, du sucre de canne et des melons. En 2009, le montant de ces achats a baissé de 8%. La Guyane reçoit 31 % des ventes guadeloupéennes en raison du montant élevé des réexportations de pétrole raffiné cette année. La Martinique arrive en 3<sup>e</sup> position avec 13 %. Les produits les plus exportés vers la Martinique sont les appareils électriques pour la téléphonie (19 %) et les fibres optiques (15 %).

Les exportations vers l'espace Caraïbe restent faibles. Elles représentent 0,8 % du montant des produits exportés (aliments pour chiens ou chats, appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides, déchets et rebuts de papiers ou cartons à recycler).

### Évolution de la valeur des importations et des exportations par secteur d'activité en Guadeloupe

En %	Importations		Exportations	
	2008	2009	2008	2009
Agriculture, sylviculture, pêche	1,8	-13,3	17,8	12,2
Énergie	26,7	-47,2	-47,2	74,4
Industrie automobile	6,8	-25,7	50,2	1,5
Industrie des biens de consommation	-3,9	-9,2	2,1	-27,3
Industries agricoles et alimentaires	-1,9	-13,1	-16,5	-13,6
Industries des biens d'équipement	6,6	-14,7	-20,1	15,5
Industries des biens intermédiaires	9,8	-18,7	70,7	-35,7
Divers	2,9	-21,4	-46,6	-45,0
<b>Total</b>	<b>7,1</b>	<b>-21,9</b>	<b>-12,4</b>	<b>4,2</b>

Source : Douanes, calculs Insee

Emmanuel THIOUX



## 2009, coup de frein sur les prix à la consommation

**En 2009, les prix à la consommation progressent de 0,2 % en Guadeloupe, soit une hausse bien plus faible que celle de 2008 (2,2 %). Cette augmentation est plus élevée qu'en Martinique (- 0,4 %), mais plus faible qu'en Guyane (0,7 %). À compter du second trimestre 2009, après la fin du mouvement social, la baisse des prix est particulièrement marquée, dans la grande distribution comme dans les autres formes de point de vente.**

En 2009, les prix des produits alimentaires progressent de 2,2 %, soit près de 2 fois moins qu'en 2008. Cette hausse est concentrée sur l'alimentation hors produits frais, qui enregistre une augmentation de 2,6 %, après 4,9 % en 2008.

Le prix des cigarettes enregistre une très forte hausse (+33,2 %), suite notamment à l'augmentation des taxes destinées à financer le revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA). Compte tenu du faible poids du tabac dans la consommation des ménages (1 %), ce poste contribue à hauteur de 0,2 point à la progression d'ensemble des prix.

La forte baisse du prix des produits pétroliers (-24,2 % en moyenne annuelle) masque de nombreuses modifications de tarifs sur l'année.

Le prix des carburants a diminué de 5,2 % entre janvier et février, puis de 2,1 % entre février et mars suite aux différents accords conclus entre les producteurs, distributeurs, et la puissance publique.

Le prix du baril de pétrole progresse fortement en août : de 33,7 € en début d'année il franchit la barre des 50 € le baril. Après application de certaines des recommandations du rapport Bolliet, l'augmentation des prix à la pompe a été répartie entre les différents acteurs de la filière. Elle conduit au final à une hausse des prix de 1,3 % en septembre, puis de 3,8 % en octobre.

*Les services, l'alimentation et le tabac tirent les prix à la hausse*

### La baisse du prix du pétrole contribue fortement à la modération des prix en 2009

#### Indice des prix à la consommation en Guadeloupe

	Pondération 2009	Indice base 100 année 1998		variation moyenne 2009/2008	Contributions à la hausse des prix en 2009
		indices 2008 moyen	indices 2009 moyen		
<b>Alimentation</b>	<b>2 149</b>	120,9	123,6	2,2	0,2
Produits frais	357	112,8	113,5	0,6	0,0
Alimentation hors produits frais	1 792	120,9	124,0	2,6	0,2
<b>Tabac</b>	<b>100</b>	254,4	338,8	33,2	0,2
<b>Produits manufacturés</b>	<b>2 859</b>	<b>103,0</b>	<b>104,8</b>	<b>1,8</b>	<b>0,2</b>
Habillement et chaussures	721	86,3	89,7	4,0	0,1
Produits de santé	235	92,6	91,2	-1,5	0,0
Autres produits manufacturés	1 903	111,4	112,9	1,3	0,1
<b>Energie</b>	<b>951</b>	<b>145,8</b>	<b>118,5</b>	<b>-18,7</b>	<b>-0,8</b>
produits pétroliers	730	163,4	123,8	-24,2	-0,8
<b>Services</b>	<b>3 941</b>	<b>122,1</b>	<b>125,0</b>	<b>2,4</b>	<b>0,4</b>
Loyers et services rattachés (1)	949	122,2	128,8	5,4	0,2
Services de santé	405	130,5	130,6	0,1	0,0
Transports-communications	598	111,4	111,6	0,1	0,0
Autres services (2)	1 990	123,4	126,2	2,2	0,2
<b>Ensemble</b>	<b>10 000</b>	<b>118,9</b>	<b>119,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>

Source : Insee, indice des prix à la consommation

[1] Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

[2] Les autres services regroupent : les soins personnels, les effets personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...



Contrairement à la Martinique et à la Guyane, les prix des produits manufacturés progressent en Guadeloupe, notamment pour l'habillement et les chaussures (+ 4 %). La baisse de prix pour ces mêmes produits avait aussi été importante en 2008 (- 3,1 %).

En 2009, les loyers et services rattachés ont augmenté de 5,4 %, soit à peine moins qu'en 2008 (5,9 %). Les prix des autres services augmentent de 2,2 %.

Au total, compte tenu du poids élevé des services dans la consommation des ménages (près de 40 %), ils contribuent à hauteur de 0,4 point à la progression des prix. Comme l'année précédente, il s'agit du premier poste inflationniste.

*La grande distribution baisse ses prix au deuxième semestre*

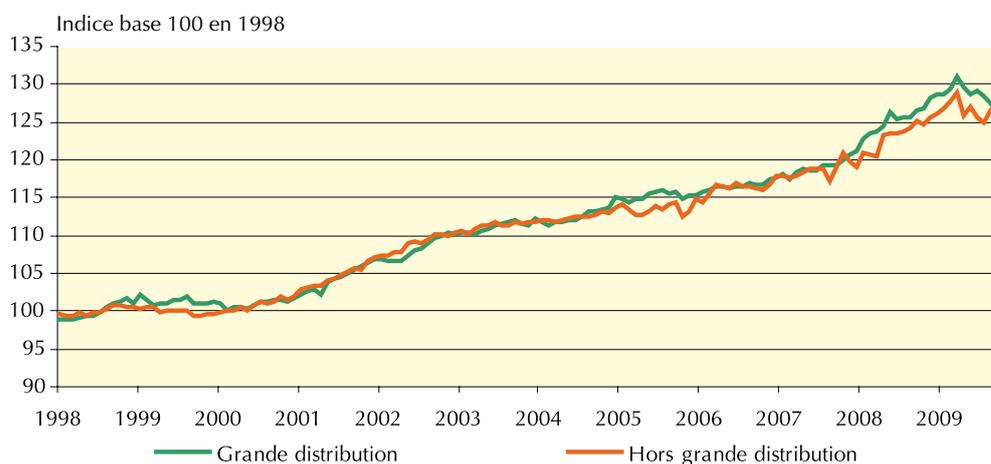
Sur longue période, l'indice des prix dans la grande dis-

tribution suit la même progression que celui calculé sur les autres enseignes. Il progresse un peu plus rapidement début 2008. À la faveur des accords sur les prix conclus avec les distributeurs pour mettre fin au conflit social de février, les prix des produits de consommation courante diminuent à partir du second trimestre 2009.

Évelyne RAGOT  
Gérard FORGEOT

## Pas de différence entre la grande distribution et les autres formes de commerce

Évolution des prix à la consommation par type de point de vente entre 1998 et 2009



Source : Insee, indice des prix à la consommation

### Méthodologie

Les indices des prix des produits de grande consommation dans et hors grande distribution sont élaborés à partir des données collectées sur le mois pour le calcul de l'indice d'ensemble des prix à la consommation. Les données collectées couvrent toutes les gammes de produits consommés. Les pondérations appliquées sont celles de l'indice des prix à la consommation.

Compte tenu de la taille de l'échantillon des relevés, il n'est pas possible de calculer les indices par sous-postes de consommation selon le type de point de vente.

### Définitions

- Hypermarché : point de vente à prédominance alimentaire d'une surface supérieure à 2 500 m<sup>2</sup>.
- Supermarché : point de vente ayant plus de 65 % de son chiffre d'affaires dans l'alimentaire d'une surface comprise entre 400 et 2 500 m<sup>2</sup>, hors magasin hard discount.
- Grande distribution : regroupement des hypermarchés et des supermarchés.
- Produits de grande consommation :
  - . Alimentaire
  - . Produits d'entretien, hygiène, beauté
  - . Articles de ménage non durable
  - . Articles et produits pour soins personnels



## Des comportements financiers attentistes en 2009

**En 2009, la morosité persistante de la conjoncture économique s'est traduite par une réduction de l'activité des établissements de crédit. Si le rythme d'évolution des actifs financiers demeure stable (+4,4 %), la croissance de l'encours de crédits plonge à un niveau historiquement bas (+0,7 %). Les agents économiques privilégient une bonne tenue de leurs comptes à vue et limitent leur recours aux crédits à la consommation.**

La faible croissance des avoirs financiers, observée en Guadeloupe dès 2008, se maintient en 2009. L'encours augmente de 4,4 %, soit un rythme stable sur un an mais le plus faible enregistré sur sept ans ; il s'établit à 6,23 milliards €.

### Constitution d'une épargne de précaution

Confrontés aux tensions économiques, les agents adoptent un comportement de précaution, se traduisant par une forte croissance des dépôts à vue (+6,2 %, contre +0,7 % en 2008). L'évolution de l'épargne dans ses composantes traduit à la fois une tendance à la réduction de la prise de risque dans un contexte difficile et la recherche de la meilleure rémunération. L'encours d'épargne longue réussit une bonne performance (+8,7 %, contre -0,3 % en 2008) grâce notamment à la remontée de la Bourse depuis mars 2009. Mais, pour la première fois sur longue période, la faiblesse des taux sur le

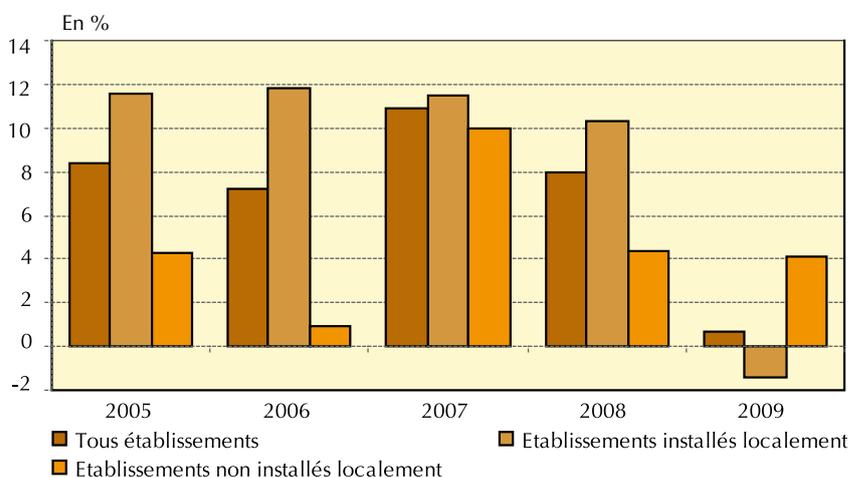
marché monétaire engendre un recul des placements à court terme (-1 %, contre +7,3 % l'année précédente), en particulier des dépôts à terme.

À fin décembre 2009, l'encours sain de crédits s'élève à 6,7 milliards euros, avec un taux de croissance annuelle, historiquement faible, à +0,7 % (+43,3 millions €). La perte de vitesse de l'activité de crédit est encore plus marquée pour les établissements

*Moindre recours des entreprises aux crédits d'investissement*

de la place bancaire locale : ils enregistrent pour la première fois depuis 2002 un recul des encours totaux (-1,4 % sur un an, soit -59 millions €). L'activité de crédit des établissements non installés localement, qui représente 32 % du marché, connaît au contraire une embellie. En rythme annuel à fin décembre 2009, leur encours progresse de 4,1 % (+102,4 millions €) et apparaît comme l'élément moteur de la légère croissance d'ensemble.

Évolution de l'encours sain de crédit en Guadeloupe



Source : ledom



La dégradation de l'activité de crédit est plus prononcée sur les entreprises dont l'encours de crédit diminue de 1,2 % en 2009 (+8,1 % en 2008). Les crédits aux ménages subissent un tassement moins marqué, passant d'une croissance de 7,6 % à 2,4 % sur la période.

Si, fin 2008, dans un contexte économique difficile, les établissements de crédit avaient réussi à maintenir une croissance à deux chiffres de l'encours des crédits d'investissement des entreprises (+13,3 %), ce marché se retourne en 2009, accusant une baisse de 4,5 % (-62,6 millions €). Cette évolution s'inscrit dans une conjoncture peu propice à l'investissement, dont témoignent la réduction de 14,7 % des importations de biens d'équipement par rapport à l'année 2008 et la sévère contraction du marché des véhicules utilitaires neufs (-26,7 %). Les chefs d'entreprise adoptent un comportement attentiste, en contenant leurs dépenses d'investissement aux seuls besoins de renouvellement. Les entrepreneurs individuels sont particulièrement concernés, avec une baisse continue de leur encours de crédits depuis juin 2008 (-4,3 % sur un an en décembre 2009).

L'encours de crédits à l'habitat des entreprises ralentit, pour la deuxième année consécutive, avec un rythme de croissance de +5 % après +6,8 % en 2008. Outre une faible

demande pour ce type de crédit, la profession bancaire reste prudente en matière de financement de la promotion immobilière.

Les crédits d'exploitation aux entreprises diminuent de 11,7 % (-1,4 % en 2008), en lien avec un ajustement des charges d'exploitation des entreprises à leur faible volume d'affaires. Cette évolution tient à une bonne tenue de leurs comptes à vue, en hausse de 6,5 % sur un an. L'ajustement des charges d'exploitation se traduit par une diminution des stocks et une limitation du besoin en fond de roulement. Ainsi, le recours au découvert et l'encours de crédits de trésorerie reculent respectivement de 12 % et 12,7 %.

Entre novembre 2008, date de mise en place du dispositif, et décembre 2009, 97 entreprises de Guadeloupe ont saisi la médiation départementale du crédit. Au total, 62 dossiers se sont révélés éligibles au dispositif (soit 64 %), parmi lesquels 19 ont été traités avec une issue favorable. Le taux de succès du dispositif en Guadeloupe est de 47,5 % fin décembre 2009.

## Panne des crédits à la consommation

Les ménages diminuent leur recours aux crédits à la consommation en 2009. Sous l'effet notamment d'une baisse des ventes de véhicules de tourisme neufs, l'encours, déjà en

net ralentissement en 2008, a reculé de 1,6 %, soit -14,3 millions €, alors que la variation était de +3,5 % fin 2008.

Aucune amélioration des crédits à l'habitat des particuliers n'est perceptible en 2009, l'encours ralentissant de manière continue depuis septembre 2008. Compte tenu de la rareté de la demande en 2009, celui-ci augmente de 5 % (+76 millions €), soit un taux de croissance inférieur de moitié aux évolutions moyennes relevées en 2008, proches de +10 %.

La perte de vitesse de l'activité de crédit dans le département s'accompagne d'une stabilisation du taux de créances douteuses brutes. À fin décembre 2009, ce ratio (7,9 %) est en légère dégradation sur un an (+0,1 point). Le taux de créances douteuses brutes porté par la seule place bancaire locale s'établit à 10,9 % (10,8 % en 2008).

Michelle MINATCHY  
ledom

### Évolution de l'encours sain par nature de crédit

En millions €	Crédits à l'habitat	Crédits d'exploitation	Crédits à la consommation	Crédits d'investissement	Autres crédits	Total sain
31-déc-09	3 172	405	903	1 966	252	6 698
31-déc-08	3 021	467	921	2 022	223	6 655
31-déc-07	2 784	459	885	1 841	186	6 156
31-déc-06	2 526	441	828	1 543	213	5 551
31-déc-05	2 302	394	780	1 445	257	5 178
31-déc-04	2 123	371	755	1 333	242	4 824
Variation 09/08 (%)	5,0	-13,3	-2,0	-2,8	13,1	0,7
Variation annuelle moyenne 09-04 (%)	8,4	1,7	3,7	8,1	0,8	6,8

Source : ledom



## Les fonds européens au service du développement de la Guadeloupe

**En tant que région de l'Union européenne, La Guadeloupe bénéficie de fonds européens pour lui permettre de rattraper son retard de développement selon les critères de la politique régionale européenne. Dans leur principe, la mobilisation des fonds européens constitue un mécanisme de cofinancement de projets s'inscrivant dans les axes prioritaires définis par les décideurs publics. Ces fonds européens jouent un rôle majeur dans les secteurs clés de l'économie guadeloupéenne.**

L'année 2009 est marquée également par la montée en puissance des nouveaux programmes 2007-2013. Concernant le Fond Européen de Développement Régional (Feder), et en tant que région de la convergence (région dont le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne communautaire), la Guadeloupe bénéficie d'une enveloppe de 543 millions d'euros de Feder pour un montant total d'investissement de 986 millions d'euros puisque la participation du Feder est de 55%. Une partie de cette enveloppe financière (121 millions d'euros) concerne la compensation des surcoûts liés à l'ultra-périphérie.

Le montant des opérations programmées en 2009 atteint 227

millions d'euros pour une participation du Feder de 126 millions d'euros.

### Compétitivité et attractivité

Les trois priorités sont le tourisme (47 millions de Feder), la recherche et l'innovation avec l'accompagnement du pôle de compétitivité (34 millions) et les TIC (29 millions). Le Conseil régional bénéficie d'une subvention globale sur le volet « aides aux entreprises, aide à l'hébergement touristique, aide au développement des techniques de l'information et communication » (TIC) ainsi que sur la partie fonctionnement de l'allocation RUP (61 millions) consacrée notamment au soutien des entreprises par l'aide au fret.

*Feder : poursuivre le développement de l'économie de la Guadeloupe*

### L'environnement

Les crédits sont mobilisés par la collecte et le traitement des déchets (63 millions de Feder) et la mise à niveau des infrastructures en eau (48 millions). Le volet « énergies renouvelables » est géré sous forme de subvention globale par l'Ademe pour 8 millions de Feder. Au regard du retard pris dans le domaine du traitement des déchets, de l'eau et de l'assainissement, les projets jusqu'alors présentés par les communes et les syndicats d'intercommunalité n'ont pas permis une consommation optimale de l'enveloppe disponible.

Par ailleurs en 2009, la Guadeloupe a introduit officiellement auprès de la Commission européenne le projet de plateforme multi-filières de traitement

### Opérations programmées pour la période 2007 - 2013 dans le cadre du PO FEDER en Guadeloupe

En millions d'euros et %

	Montant des opérations programmées		Dépenses certifiées	% de réalisation
	Coût total	dont UE		
Attractivité et compétitivité	71,5	39,9	27	38
Environnement	30,1	16,7	9,8	33
Cohésion sociale et territoriale	63,1	36,2	7,6	12
St Martin/ St Barthélemy	22,1	12,6	3,3	15
Allocation RUP-volet fonctionnement	1,7	0,9	1,2	69
Allocation RUP- volet investissements	33,6	16,8	17,1	51
Assistance technique	4,5	3,2	2,3	51
PO Feder	226,6	126,3	68,4	30

Source: Cellule Europe-Préfecture



des déchets ménagers et assimilés porté par le Sictom de l'agglomération pointoise. Ce grand projet représente un investissement de 180,5 millions d'euros et devra être terminé en 2012.

## La cohésion sociale et territoriale

Outre une aide aux études et à une mise en place des transports en commun, les crédits européens sont essentiellement consacrés aux équipements de formation (collèges, lycées, bâtiments et équipements du Service Militaire Aménagé) pour 45 millions de Feder et à la rénovation urbaine à Pointe-à-Pitre et aux Abymes (33 millions).

Le Programme Opérationnel (PO) Feder prévoit enfin des crédits sur la partie investissement de l'allocation RUP pour poursuivre la modernisation de l'aéroport (25 millions de FEDER), des infrastructures portuaires ainsi que pour la mise aux normes parasismiques de certains équipements (16 millions).

## Le Feader : une priorité environnementale

Concernant le Fond Européen Agricole de Développement Rural (Feader), le Programme de Développement Rural de la Guadeloupe (PDRR) bénéficie d'une enveloppe Feader de 132 millions d'euros. Ce programme est marqué par les contraintes imposées en matière environnementale (15 % du FEADER est affecté à l'axe 2 « agroenvironnement »). En 2009, les opérations ont été mises en œuvre en faveur de la modernisation des exploitations agricoles.

Le montant des opérations programmées atteint près de 36 millions d'euros en coût total pour une contribution européenne de 18,5 millions d'euros. Les opérations concernent l'amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier et l'amélioration de l'environnement de l'espace rural.

## Le FSE l'accès à l'emploi, l'insertion et la formation

Le programme opérationnel Fond Social Européen (FSE) mobilise une enveloppe de 185 millions d'euros pour un coût global du programme de 221 millions d'euros.

En 2009, le montant de la programmation des opérations cofinancées par le FSE atteint 71 millions d'euros pour une contribution communautaire de 48 millions d'euros. L'axe le plus fortement mobilisé concerne la valorisation des ressources humaines pour 44 millions d'euros ainsi que les actions en faveur de l'inclusion sociale et de lutte contre les discriminations pour 21 millions d'euros.

Pour la période 2008 - 2015, il privilégie les axes « Amélioration et développement de l'accès à l'emploi », « Valorisation des ressources humaines », « Inclusion sociale et lutte contre les discriminations » et « Soutien au développement de Saint-Martin ». La gestion d'une partie du programme est déléguée à la Région Guadeloupe pour la mise en œuvre de projets relevant de son champ de compétence. Le montant alloué au titre de la subvention globale pour la période 2008-2015 est de 59 millions d'euros. De même, au titre de la subvention globale et pour une période de trois ans (2008-2010), une enveloppe FSE de 4,5 millions d'euros est allouée à

l'Agence Départementale d'Insertion (ADI) pour la mise en œuvre de projets en faveur des bénéficiaires du RMI et dans le cadre du Plan départemental d'Insertion (PDI).

## Le FEP pour l'amélioration de la flotte

Le programme opérationnel Fonds européen pour la pêche (FEP) est l'instrument de programmation pour la pêche pour la période 2007-2013. C'est un programme opérationnel national dont une partie de la gestion est déléguée au Préfet de Région. Pour la période 2007-2013, l'enveloppe FEP allouée à la Guadeloupe s'élève à 5 millions d'euros.

En 2009, le montant des opérations programmées est encore faible à hauteur d'un million d'euros. Cette situation s'explique en partie par les difficultés qu'ont les investisseurs à trouver une trésorerie suffisante mais également la difficulté du secteur à se structurer et à garantir une maîtrise d'ouvrage solide capable de porter des projets.

Suzy GAPPA  
Cellule Europe-Préfecture

### Opérations programmées pour la période 2008 - 2015 dans le cadre du PO FSE en Guadeloupe

En millions d'euros et %

	Montant des opérations programmées		Dépenses certifiées	% de réalisation
	Coût total	dont UE		
Amélioration et développement de l'accès à l'emploi	5,4	3,4	0,8	14,0
Valorisation des ressources humaines	43,7	29,0	20,0	46,0
Inclusion sociale et lutte contre les discriminations	21,6	15,2	7,8	36,0
Soutien au développement de Saint Martin	0,2	0,1	0,0	0,0
Assistance technique	0,3	0,2	0,0	0,0
PO FSE	71,1	48,0	28,5	40,0

Source: Cellule Europe-Préfecture



# Un schéma directeur pour la gestion des eaux en Guadeloupe

**Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) a été signé fin 2009 en Guadeloupe. Il permettra d'améliorer l'assainissement, de lutter contre les pollutions et de faire face aux besoins en eau de la population guadeloupéenne. La préservation des fonctionnalités écologiques et l'amélioration de la gouvernance y sont inscrites.**

En Guadeloupe comme ailleurs, l'eau est une ressource naturelle rare qu'il faut préserver. L'Europe a fixé à tous ses états membres un objectif en termes de gestion de l'eau. La réalisation de cet objectif passe par l'élaboration d'un plan d'action de gestion de l'eau au plus tard au 22 décembre 2009.

Le Grenelle de l'Environnement a également rappelé les richesses naturelles de l'Outre Mer, qui représente 97 % de la superficie des eaux marines françaises, et la grande nécessité de tout mettre en œuvre pour les protéger et rendre ainsi l'Outre Mer exemplaire.

### *Un schéma directeur pour six ans*

Pour assurer une gestion durable de l'eau, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) définit pour une période allant de 2010 à 2015, les orientations et les dispositions à mettre en place pour :

- prévenir toute dégradation supplémentaire des milieux aquatiques ;
- atteindre le bon état des cours d'eau, des eaux côtières et des eaux souterraines en 2015 ;
- promouvoir une gestion durable de l'eau par une protection des ressources disponibles ;
- satisfaire les différents usages ;
- protéger les biens et les personnes contre les inondations ;
- préserver les zones humides.

Il a été élaboré par le Comité de Bassin. Instance de discussion où sont débattus les sujets liés à l'eau en

Guadeloupe, il est composé d'élus des collectivités territoriales, des représentants de l'État, de la filière agricole, des pêcheurs en mer, des industriels, des distributeurs d'eau, et des associations de protection de la nature et de l'environnement.

Le projet de SDAGE a été soumis à la consultation de la population pendant une période de six mois par une campagne d'information un questionnaire envoyé dans chaque boîte à lettres. Avec un taux de retour de 6% de questionnaires, l'intérêt porté à cette consultation a permis de rassembler des avis représentatifs et extrapolables à l'ensemble de la population guadeloupéenne.

L'élaboration du SDAGE a permis ainsi un travail concerté de tous les partenaires concernés par la question de l'eau, y compris du grand public.

Au final, l'ensemble des avis exprimés a été pris en compte pour aboutir à une version définitive adoptée par le Comité de Bassin et approuvée par le Préfet le 25 novembre 2009.

Le SDAGE comprend un programme d'actions qui devrait contribuer à l'amélioration des milieux aquatiques.

**Améliorer l'assainissement** Ces dernières années, le développement urbain et la faible disponibilité foncière sur l'archipel guadeloupéen ont fait évoluer très rapidement la densité en milieu rural.

Des travaux d'extension de réseaux d'assainissement collectif et de stations d'épuration, l'amélioration des



performances des stations d'épuration déjà existantes doivent être réalisés d'ici 2015 pour améliorer la qualité des eaux littorales qui sont le réceptacle final de toutes les pollutions.

La pollution par les pesticides est liée à l'utilisation de la chlordécone<sup>1</sup> et l'utilisation actuelle de produits phytosanitaires. Les actions s'orientent autour de l'amélioration de la connaissance de la contamination des milieux, le développement de la recherche de techniques de dépollution des sols par la chlordécone, la formation des exploitants à la réduction de l'utilisation de pesticides, le développement de la conversion à l'agriculture biologique, ainsi que la réalisation de plans d'actions sur les bassins versants qui alimentent des ressources en eau jugées stratégiques.

**Faire face aux besoins** En Guadeloupe, en période de carence, les besoins conséquents pour l'alimentation en eau potable, l'irrigation, l'industrie et l'hydroélectricité ne permettent pas de satisfaire les usagers et d'assurer l'équilibre écologique des cours d'eau, ce qui entraîne des coupures d'eau. Des travaux de réhabilitation des réseaux s'imposent pour améliorer les rendements, et des recherches de nouvelles ressources en eau permettront d'améliorer la connaissance pour l'exploitation éventuelle des nappes souterraines, de réaliser de nouveaux forages ou des créations de retenues. Ces travaux permettront de diminuer les débits prélevés sur les cours d'eau actuellement très sollicités et de mobiliser des ressources souterraines moins vulnérables aux phénomènes de sécheresse. Parallèlement des actions pour sensibiliser à une utilisation rationnelle et économe de l'eau doivent être menées.

1) Produit autrefois utilisé massivement pour lutter contre le charançon dans les bananeraies et actuellement interdit

Pour préserver les fonctionnalités écologiques des cours d'eau, il faut aménager ou supprimer les obstacles à la continuité écologique des cours d'eau afin de permettre la circulation de toutes les espèces migratrices.

La réalisation d'un inventaire des zones humides, l'amélioration de la gestion des effluents des zones portuaires ou la résorption des sites de mouillage sont également des actions à engager d'ici 2015.

**Améliorer la gouvernance** En Guadeloupe, on observe entre les communes une très grande disparité de la quantité de la ressource en eau disponible, mais aussi de la qualité des infrastructures et du prix de l'eau. Le SDAGE préconise d'aller vers un regroupement des structures de production et de distribution d'eau potable afin d'optimiser les investissements à réaliser et de favoriser une solidarité à l'échelle du territoire.

Le programme d'actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du SDAGE a été évalué à 641 millions d'euros.

Compte tenu de ce montant, sa réalisation s'étalera dans le temps avec une priorité d'investissements de 346 millions d'euros d'ici 2015. Les investissements restants seront différés au-delà de 2015.

## Préservation écologique

Pour la période 2010-2015, 90 % du montant des investissements concernent les travaux d'assainissement des eaux usées domestiques et les travaux de gestion quantitative de la ressource en eau.

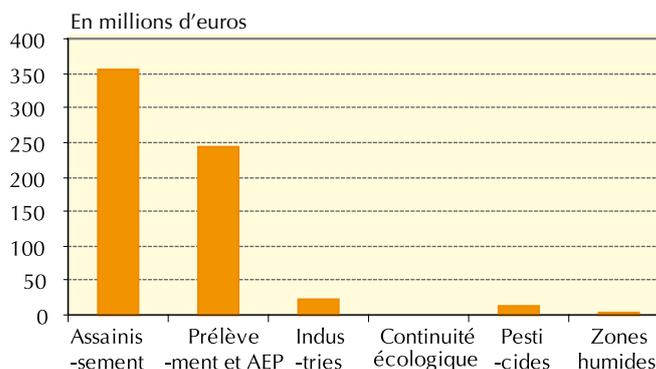
La réalisation de ces investissements relève en grande partie des collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement collectif. Ce coût doit être réglementairement couvert par la facturation des services d'eau potable et d'assainissement aux usagers, ce qui entraînerait une augmentation de l'ordre de 26 % de la facture d'eau des ménages. Cependant, actuellement, le poids de la facture d'eau sur le revenu des ménages en Guadeloupe est déjà très élevé, et bien supérieur à ce qu'on observe en moyenne en France métropolitaine.

Le suivi de la mise en œuvre du SDAGE entre 2010 et 2015 sera assuré par l'Office de l'Eau Guadeloupe en partenariat avec la Diren, en charge du secrétariat technique du Comité de Bassin.

En parallèle, un programme de surveillance concret de la qualité des masses d'eau a été mis en place afin de pouvoir rendre compte de la qualité des eaux et de leur évolution : suivis hydrobiologique et physico-chimique des cours d'eau et des eaux côtières, suivis chimique et quantitatif des eaux souterraines.

Cécile REILHES  
DIREN

## Évaluation du SDAGE entre 2010 et 2027





# Le régime de l'auto-entrepreneur dynamise la création d'entreprise

**En 2009, avec la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur, le nombre de créations d'entreprise a atteint un niveau record en Guadeloupe : 4 970 créations, soit 16 % de plus qu'en 2008. Plus du tiers des créateurs d'entreprises sont des auto-entrepreneurs. La part des auto-entrepreneurs est plus élevée dans le « soutien aux entreprises », l'« information et communication » et les « autres services aux ménages ».**

**En dehors des auto-entrepreneurs, les créations baissent dans toutes les activités. La quasi-totalité des auto-entrepreneurs créent leur entreprise sans salarié.**

En 2009, en Guadeloupe, 4 973 entreprises ont été créées dans les secteurs marchands non agricoles, contre 4 200 en 2008. L'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 du régime de l'auto-entrepreneur explique cette augmentation de 16 % des créations dans la région.

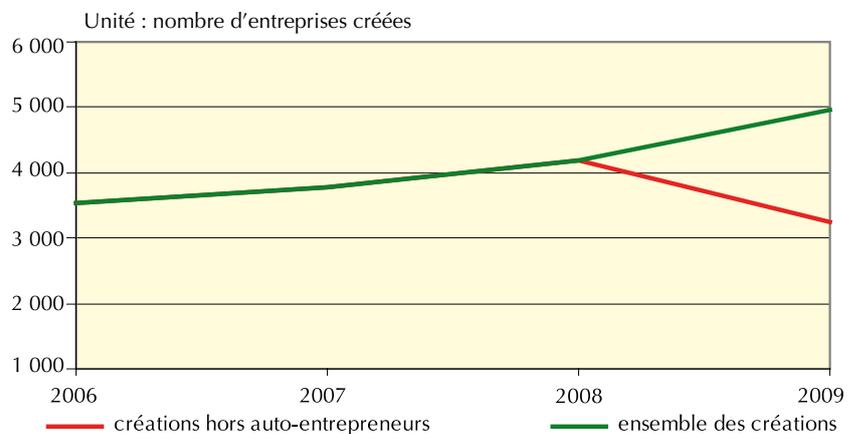
Pourtant le contexte économique était difficile. En effet, au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, la Guadeloupe a du faire face à un mouvement social qui a fortement perturbé son économie. Les effets se sont fait sentir sur la création d'entreprise. Le nombre de

créations d'entreprises au premier trimestre (770) a été inférieur de 44 % à celui du deuxième trimestre (1 374). Le nouveau statut d'auto-entrepreneur a suscité beaucoup moins d'engouement qu'en France métropolitaine où il est pour beaucoup dans la hausse de 75 % des créations d'entreprises.

En 2009, dans l'hexagone, plus de la moitié des nouvelles entreprises sont des auto-entrepreneurs. Au classement des plus fortes augmentations des créations, la Guadeloupe arrive en queue des régions françaises devant La Réunion (7,5 %).

### Apparition des auto-entrepreneurs

#### Évolution des créations d'entreprise en Guadeloupe en 2009



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles  
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

### Un nouveau statut

Le régime de l'auto-entrepreneur a été créé par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008. Il s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire. L'entreprise doit réaliser moins de 80 000 euros de chiffre d'affaires par an pour une activité commerciale ou moins de 32 000 euros pour les prestations de services et les activités libérales. Le régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Avertissement : le nombre de créations d'auto-entrepreneurs intègre toutes les entreprises créées sous ce régime, qu'elles aient ou non effectivement démarré leur activité, y compris celles à qui ce régime a été refusé après la déclaration de création.



En 2009, 1 730 auto-entrepreneurs ont créé leur entreprise, soit 35 % des créations, contre 48 % en Martinique et 55 % en France métropolitaine.

Après plusieurs années de hausses successives, le rythme des créations hors auto-entrepreneurs baisse de 24 % en 2009, en Guadeloupe, de 21 % en France métropolitaine. Il n'est pas possible dans cette baisse de mesurer la part due à une préférence des créateurs pour le statut de l'auto-entreprise. En effet, pour un certain nombre de créateurs, leur entreprise aurait vu le jour même en l'absence du régime d'auto-entrepreneur, alors que pour d'autres, c'est l'existence du nouveau régime qui a été décisive.

## Soutien aux entreprises : un créateur sur deux est un auto-entrepreneur

Dans les activités de soutien aux entreprises, les 450 auto-entreprises créées représentent la moitié de l'ensemble des créations. Ces auto-entrepreneurs se répartissent principalement dans la sécurité, les services liés aux bâtiments et aménagement paysager (45 %) et dans les activités juridiques et le conseil de gestion (27 %). Dans le commerce de détail et la construction, un créateur sur trois a

choisi le régime de l'auto-entreprise, soit respectivement 260 et 200 entreprises.

Dans la restauration et l'hébergement, seuls deux créateurs sur cinq sont des auto-entrepreneurs. L'industrie est également dans ce cas.

Sur l'ensemble des créations de l'industrie (y compris les auto-entrepreneurs), un tiers se fait dans l'énergie où les créations sont surtout des sociétés sans salarié de production-revente d'électricité à partir d'énergie renouvelable.

Bénéficiant de l'engouement pour les activités informatiques, notamment d'administration de site (webmestre) et d'installation d'ordinateurs, le secteur de la « programmation, le conseil et les services d'information » a été le plus prisé par les auto-entrepreneurs. 110 chefs d'entreprise, soit six créateurs sur dix ont opté pour ce régime. Avec 110 auto-entrepreneurs (50 % des créateurs), le secteur des autres services aux ménages est également fortement impacté par ce nouveau dispositif. Dans l'enseignement, le nombre des auto-entrepreneurs est également majoritaire (60 %).

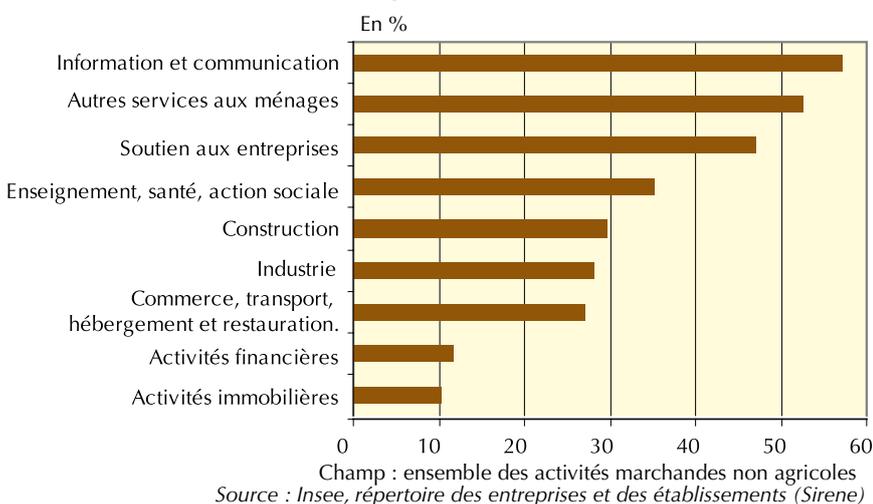
Sur l'ensemble des auto-entrepreneurs, un sur quatre a choisi de créer son activité dans le soutien aux entreprises.

En 2009, la baisse du nombre de créations, hors auto-entreprises, n'épargne aucun des quatre grands secteurs d'activité (-24 % en moyenne). Dans les services, le transport et les activités financières et immobilières baissent de plus de 40 %, le soutien aux entreprises de 24 %, le commerce de détail et la construction de 20 %. Seule l'industrie limite l'hémorragie (-3 %).

Le régime de l'auto-entrepreneur est réservé aux projets de petite taille et ces créations d'entreprises se font la plupart du temps sans salarié. En conséquence, la part des créations sans salarié dans l'ensemble des créations de 2009 est élevée : 92 %. Hors auto-entrepreneur, elle atteint 87 %. En 2009, les entreprises créées avec des salariés emploient en moyenne 4,8 salariés. Le nombre moyen de salariés est plus élevé dans la construction (6,7 salariés) et dans l'industrie (5,8 salariés) et plus particulièrement dans la « réparation et installation de machines et d'équipements » (9,5 salariés), le « traitement des eaux usées, des déchets et dépollution » (9 salariés). A l'inverse, avec en moyenne deux salariés, les secteurs de « l'hébergement et la restauration », les activités « financières et immobilières » démarrent avec moins de salariés.

## L'auto-entreprise : quelques secteurs privilégiés

Part de créations d'auto-entrepreneurs selon le secteur d'activité en 2009



Ali BENHADDOUCHE

### Définitions

La nouvelle nomenclature des activités économiques (NAF rév.2) est en vigueur en France depuis le 1er janvier 2008. La NAF a la même structure que la nomenclature d'activités de la Communauté européenne (NACE rév.2) mais elle comporte un niveau supplémentaire, celui des sous-classes.

La NAF rév.2 comporte cinq niveaux comprenant respectivement : 21, 88, 272, 615 et 732 postes.

La NAF rév.2 s'est substituée depuis le 1er Janvier 2008 à la Nomenclature Française d'Activité rev.1 datant de 2003 (entrée en vigueur en 2003).



## 2009 : bon potentiel de la banane, mauvaise campagne de canne

**La production de banane progresse par rapport à 2008, qui avait été marquée par le cyclone Dean. A l'inverse, la production de sucre, perturbée par le conflit social et des pluies précoces, baisse de 12 %. Dans le domaine des fruits et légumes, les acteurs de la filière s'organisent en interprofession. Les Guadeloupéens consomment beaucoup de fruits, de légumes et en particulier des tubercules. Les importations complètent la production locale qui ne couvre que les deux tiers de la consommation.**

En 2009, la banane guadeloupéenne et plus généralement antillaise a poursuivi son retour sur le marché, après une année 2008 encore empreinte du cyclone Dean. Avec 53 000 tonnes, les exportations vers le marché européen sont en progression de 34 % par rapport à 2008 : la banane antillaise a bénéficié de la baisse des importations en provenance de pays d'Afrique comme le Cameroun ou le Ghana, mais aussi de la banane dollar. Les conditions climatiques défavorables, en particulier au Costa Rica, en Équateur et en Colombie, ont freiné ces importations.

L'Union européenne et les pays latino-américains producteurs de bananes sont parvenus à un accord concernant le conflit commercial qui les opposait depuis plus de 15 ans. L'accord signé le 15 décembre 2009 prévoit une diminution

*Banane : le potentiel antillais se confirme*

progressive des droits de douane acquittés par les producteurs d'Amérique latine de 176 euros la tonne de bananes en 2009, à 114 euros en 2017.

D'avril à septembre, la consommation de bananes des ménages français a été fortement concurrencée par les fruits de saison. Celle-ci a légèrement diminué de 4 % en 2009 par rapport à 2008, après deux années de hausse. Les achats sont encore supérieurs de 9 % par rapport à la moyenne sur cinq ans.

La récolte cannière 2009, pressentie comme l'une des meilleures depuis longtemps, a débuté avec deux mois de retard, à la mi-avril, pour se terminer début août. Elle a été perturbée par les mouvements sociaux de début

*Canne à sucre : une mauvaise campagne 2009*

### Les chiffres clés de la filière canne

Canne	2009	2008	2007
Cannes broyées (tonnes)			
* usines	634 320	622 207	732 450
* distilleries	64 831	67 787	54 744
Prix payés planteurs (euros/t)			
* part usines	28,34	33,70	36,65
* part Etat	23,33	24,04	24,87
* distilleries	58,55	54,20	57,55
Sucre produit (tonne)	55 602	63 452	80 210
Richesse en saccharine	7,90	9,11	9,86
Mélasses (tonne)	27 324	24 406	33 947

Source : DAF, DSV, Douanes

Rhum (HAP)	2009	2008	2007
Agricole			
* production	30 803	32 586	29 587
* marché local	18 727	18 371	17 236
* exportation	11 815	11 787	9 093
Sucrierie			
* production	44 291	42 103	45 311
* marché local	945	799	837
* exportation	36 232	38 457	35 761
Total			
* production	75 094	74 689	74 898
* marché local	19 672	19 170	18 073
* exportation	48 047	50 244	44 854

Source : DAF, DSV, Douanes



d'année, mais aussi par les fortes pluies rendant difficiles les chantiers de récolte. En 2009, la production de cannes atteint 634 321 tonnes et augmente de 2 % par rapport à la campagne précédente. Le tonnage de cannes récoltées varie selon les régions : la production baisse de 5 % dans le bassin cannier de Basse Terre et de 6 % à Marie Galante de 6 %, alors qu'elle augmente de 12 % en Grande Terre.

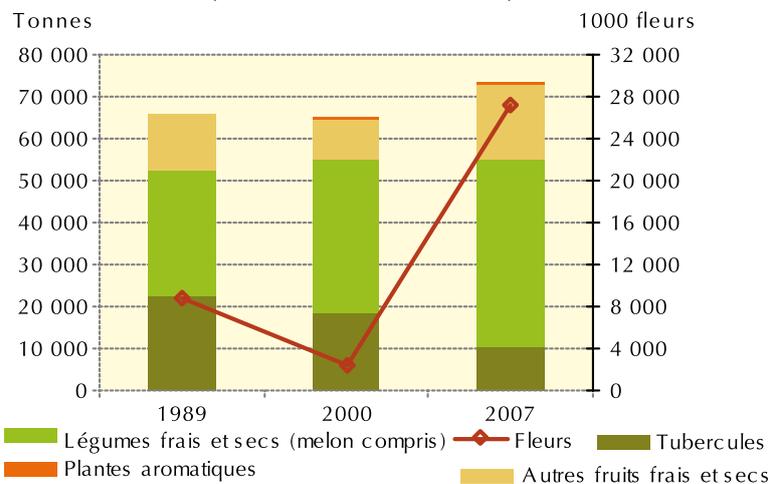
Malgré une quantité de récolte suffisante, la richesse en saccharine est restée très faible à 7,9 %. Elle chute de 13%. La production de sucre s'élève à 55 602 tonnes et régresse de 12 % par rapport à 2008. Elle se situe à 16 % en dessous de la moyenne décennale.

Dans le cadre de l'organisation commune des marchés, les prix planchers (434 euros en 2009) continuent leur baisse pour atteindre 335 euros la tonne en 2010. Des aides publiques sont accordées par l'Union européenne et l'État français pour compenser ces pertes de revenu. Elles s'élèvent à 60 millions d'euros par an pour l'ensemble des quatre Dom dont 14 millions d'euros pour la Guadeloupe.

## Fruits et légumes : naissance d'une nouvelle interprofession

Créée le 20 mai 2009, la nouvelle interprofession, Iguafllhor, symbolise la volonté de restructuration de la filière fruits, légumes et horticulture. Elle regroupe l'ensemble des acteurs de la filière, répartis en quatre familles : les producteurs, les agro-transformateurs, la grande distribution et les approvisionneurs. L'interprofession est le lieu où se définissent les règles de fonctionnement entre les différents échelons. Son objectif est d'approvisionner la population guadeloupéenne en produits de qualité et en quantité suffisante tout au long de l'année.

## Une production de fruits et légumes qui progresse (Production hors banane)



Source : DAF

La consommation guadeloupéenne de fruits et légumes frais est quasi stable et avoisine les 80 000 tonnes par an. Avec un peu plus de 55 000 tonnes commercialisées sur le marché local en 2008, la production insulaire de fruits et légumes satisfait environ 63 % des besoins alimentaires guadeloupéens. Mis à part le melon, la quasi-totalité de la production locale est consommée sur place. Elle est cependant insuffisante pour satisfaire les besoins. Près d'un tiers des fruits et légumes frais consommés

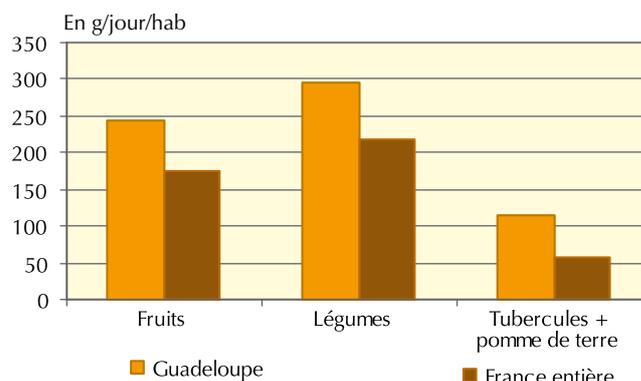
## Un tiers des fruits et légumes sont importés

en Guadeloupe sont importés. En 2008, la consommation moyenne s'élève à 244 grammes par jour et par habitant (g/j/hab.) pour les fruits, à 296 g/j/hab. pour les légumes et 114g/j/hab. pour les tubercules. Elle est globalement plus élevée que la consommation française : 40 % de plus de fruits, 36 % de légumes et 100 % pour les tubercules.

Gil CHAULET  
DAF

## Deux fois plus de tubercules qu'en France

### Consommation moyenne de fruits, légumes et tubercules en 2008



Source : DAF



## Des commerces concentrés dans l'agglomération pointoise

*En Guadeloupe, au 1<sup>er</sup> janvier 2009, 9 835 entreprises commerciales sont répertoriées contre 9 500 un an plus tôt. L'immense majorité des commerces guadeloupéens (81 %) n'emploient pas de salarié. En 2009, près de 1 200 nouvelles entreprises commerciales ont vu le jour, soit 5 % de plus que l'année précédente. Les auto-entrepreneurs sont à l'origine de la création de 340 entreprises. Plus de 70 % des créations de commerces sont des commerces de détail. L'agglomération centre (Pointe-à-Pitre, Les Abymes, Baie-Mahault) a accueilli 35 % des nouvelles entreprises commerciales.*

**A**u 1<sup>er</sup> janvier 2009, 9 835 entreprises commerciales (3,5 % de plus qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2008) exercent leur activité en Guadeloupe.

Le commerce de détail concentre 61 % des entreprises commerciales guadeloupéennes : alimentation de proximité, équipement de la personne et autres commerces de détail (ventes sur les marchés, ventes de souvenirs, de chaussures, de fleurs, de produits pharmaceutiques, etc.) sont les principales activités représentées. Le commerce de gros regroupe 23 % des entreprises et celui des véhicules et des accessoires, 12 %.

En Guadeloupe, l'immense majorité des commerces (81 %) n'emploie pas de salarié. Seules 330 entreprises commerciales emploient plus de dix salariés et parmi elles, 30 seulement comptent plus de 50 salariés.

*Des auto-entrepreneurs moins nombreux dans le commerce*

En 2009, le tissu commercial guadeloupéen s'est enrichi de près de 1 200 nouvelles entreprises dont 340 auto-entreprises. Le nouveau statut d'auto-entrepreneur est entré en application au 1<sup>er</sup> janvier 2009. En Guadeloupe, les créations d'auto-entreprises ont représenté 35 % de l'ensemble des créations d'entreprises. Dans le secteur du commerce, seulement 28 % des créations sont des auto-entreprises.

Quel que soit le statut utilisé, les créations sont plus nombreuses dans le commerce de détail (71 % de l'ensemble des créations). Le secteur du commerce de gros a séduit 17 % des nouveaux chefs d'entreprise commerciale.

Le nombre total de commerces créés en Guadeloupe est en hausse de 5 % par rapport à 2008. Mais les situations varient suivant les activités commerciales. Avec 15 % de créations supplémentaires par rapport à l'année précédente, le commerce de détail a contribué à cette croissance. L'alimentation de proximité (+13 %), les autres commerces alimentaires spécialisés (+23 %) et les autres commerces de détail (+22 %) ont bénéficié de cette tendance. A l'inverse, les créations d'entreprises dans le commerce de gros diminuent de 22 % en un an. Près des trois quarts des 340 auto-entrepreneurs guadeloupéens ont choisi le commerce de détail.

Dans ce secteur, l'auto-entreprise représente 29 % des créations d'entre-

### Six entreprises commerciales sur dix dans le commerce de détail

#### Entreprises commerciales en Guadeloupe par taille au 1er Janvier 2009

Secteurs	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total	%
Commerce de gros	1 878	270	88	7	2 243	22,8
Commerce de détail	4 960	916	137	12	6 025	61,3
- Supermarchés et hypermarchés	4	0	9	5	18	0,2
- Alimentation de proximité	844	105	20	0	969	9,9
- Autres alimentaires spécialisés	416	62	5	0	483	4,9
- Equipement de la personne	755	229	12	0	996	10,1
- Equipement du foyer	206	39	10	1	256	2,6
- Culture/Loisirs/Santé/Sport	350	177	42	2	571	5,8
- Autres commerces de détail	2 385	304	39	4	2 732	27,8
Boulangerie, pâtisserie	214	82	23	0	319	3,2
Charcuterie, boucheries	95	13	0	0	108	1,1
Véhicules et accessoires	862	217	52	9	1 140	11,6
<b>Total Commerce (en nombre)</b>	<b>8 009</b>	<b>1 498</b>	<b>300</b>	<b>28</b>	<b>9 835</b>	<b>100,0</b>
<b>Total commerce (en %)</b>	<b>81,4</b>	<b>15,2</b>	<b>3,1</b>	<b>0,3</b>	<b>100,0</b>	

Source : Insee, REE-Nouvelle démographie 2009



prises. Bien que portant sur un effectif plus réduit, elle représente également 42 % des nouveaux commerces de véhicules et d'accessoires et 21 % des nouveaux commerces de gros.

Principale zone de peuplement et d'activité, l'agglomération centre (Pointe-à-Pitre, Les Abymes et Baie-Mahault)

concentre 38 % des entreprises commerciales et 70 % des salariés du secteur. En

*Baie-Mahault, Les Abymes, Pointe-à-Pitre, le centre commercial de l'archipel*

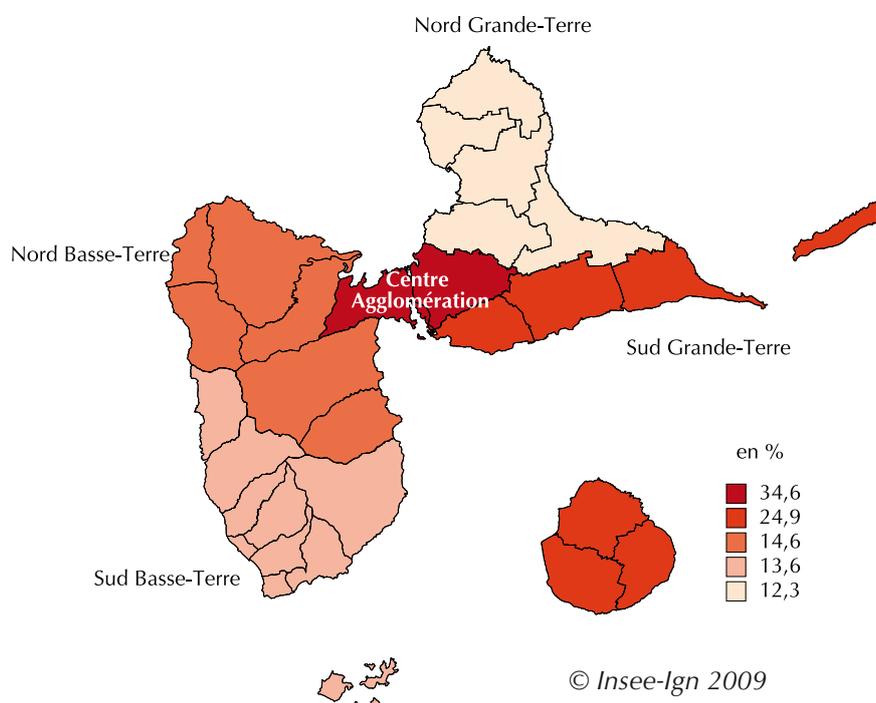
2009, cette zone accueille également 35 % des nouvelles entreprises commerciales enregistrées en Guadeloupe. Vient ensuite le Sud Grande Terre avec 25 % des créations (dont près de la moitié à Marie-Galante) puis les trois autres zones de l'archipel dans une proportion équivalente (de 12 à 15 %).

Chaque zone présente une forme de spécialisation. De par la présence de la ZAC de Jarry à Baie-Mahault, l'agglomération Centre se singularise par une part plus importante de créations dans le commerce de gros (22 %). Avec seulement 67 % des créations, le commerce de détail y est moins dynamique.

Dans les autres zones, le commerce de détail a été à l'origine de plus de 70 % des créations d'entreprises commerciales avec la part la plus importante (74 %) enregistrée dans le Sud Grande Terre. La catégorie « Autres commerces de détail » est la plus dynamique. Elle a généré de 40 à 50 % des créations d'entreprises commerciales dans chacune des zones de Guadeloupe.

## 60% des nouveaux commerces dans six communes

### Répartition des créations d'entreprises commerciales en 2009



Le Sud Basse-Terre est caractérisé par des créations nombreuses d'alimentations de proximité représentant 9 % des nouveaux commerces. Le Nord Basse Terre a inspiré les nouveaux entrepreneurs dans le domaine des Autres commerces alimentaires spécialisés (11 % des créations de la zone) et le Nord Grande Terre ceux de l'équipement de la personne, 11 % également.

Enfin, avec environ 12 % des créations, les nouveaux commerces de véhicules et d'accessoires ont surtout été créés en Basse Terre, au nord comme au sud.

Parmi les 340 auto-entreprises commerciales créées en 2009 en Guadeloupe, 32 % l'ont été dans l'agglomération Centre, 23 % en Sud Grande Terre et 18 % dans le Nord Basse Terre.

Le commerce de détail a représenté les trois quarts des créations d'auto-entreprises commerciales dans l'agglomération centre ainsi que dans le Sud Grande Terre et le Sud Basse Terre. Le commerce de véhicules et d'accessoires a été à l'origine de la création d'une auto-entreprise sur cinq dans le Nord Basse Terre et le Nord Grande Terre.

Mélanie CHRISTANVAL  
Pierre VALADOU

### Du mouvement dans la grande distribution

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, 55 supermarchés ou hypermarchés sont répartis sur le territoire guadeloupéen. 45 % d'entre eux emploient plus de dix salariés.

En octobre 2009, le groupe belge SISB a annoncé son retrait des Antilles. Il est le premier distributeur des Antilles-Guyane et compte en Guadeloupe deux enseignes Cora (400 salariés), neuf établissements Match (370 salariés) et 31 établissements Ecomax (250 salariés). Au total, plus de mille salariés répartis dans 42 établissements implantés dans 22 communes de Guadeloupe sont concernés par cette restructuration. À ce jour (en mai 2010), les établissements Match ont été repris. Ils sont devenus des enseignes Super U et Unik. Les magasins Ecomax ont été repris par le groupe Ho Hio Hen.



## Coup de frein sur le tourisme en Guadeloupe

**En 2009, le nombre de touristes en provenance de la France métropolitaine est en baisse de 16 % par rapport à l'année précédente. Les premiers séjours font, à eux seuls, les trois-quarts du déficit. Hébergements en gîte (31 % des voyageurs), en famille ou chez des amis (33 %) progressent au détriment des hôtels (34 %). Les hôtels homologués ont accueilli 30 % de clients de moins qu'en 2008 et le taux d'occupation des chambres a baissé de 8 points. En 2009, les créations d'entreprises sont moins nombreuses dans les activités liées au tourisme.**

En 2009, la crise économique mondiale et les perturbations sociales survenues en Guadeloupe en pleine saison touristique ont donné un coup d'arrêt au tourisme guadeloupéen.

### Moins de touristes en Guadeloupe

Comptabilisés au départ de l'aéroport Pôle Caraïbes et à destination de la France métropolitaine, 364 200 touristes ont séjourné en Guadeloupe, soit 16 % de moins qu'en 2008. Déjà constatée en 2008, la présence des croisiéristes se confirme en 2009. Ces visiteurs représentent encore cette année 5% des touristes en provenance de la France métropolitaine. Un sur quatre est Italien, Espagnol ou Luxembourgeois. En 2009, la proportion de touristes est plus faible que les années précédentes. Ils représentent 71% des passagers contre 76% en 2008 et 75% en 2007. Enfin l'aéroport a également été le lieu de passage de 147 800 autres voyageurs dont 84 % de Guadeloupéens. Au total, toutes catégories confondues, 512 000 voyageurs ont

embarqué pour la France métropolitaine à l'aéroport Pôle Caraïbes, 10 % de moins qu'en 2008.

Hébergés en Guadeloupe 14 jours en moyenne, les touristes « de séjour » restent majoritaires. S'ils sont venus moins nombreux qu'en 2008, ce déficit concerne principalement les touristes qui devaient visiter la Guadeloupe pour la 1<sup>ère</sup> fois. En 2009 ils représentent 42% des touristes contre 47% les années précédentes. Cette diminution équivaut à 48 000 touristes de premier séjour et représente les trois quarts du déficit constaté. Les résidents de France métropolitaine représentent 95% des touristes de séjour mais leurs voisins de l'Union européenne sont présents chaque année : les visiteurs belges, italiens et allemands ont été les plus nombreux.

### Déficit de premier séjour

Plus d'un voyageur sur deux utilise les services d'une agence de voyage ou d'un tour opérateur. Conséquence probable des annulations, les voyages en forfait ont diminué : seulement

### L'hôtellerie durement touchée

#### Activité des hôtels homologués de Guadeloupe et des Îles du Nord en 2009

En nombre et %

	Guadeloupe 2009	Évolution 2008/2009	Îles du Nord 2009	Évolution 2008/2009
Chambres-jours offertes (en milliers)	1 035	-11%	484	-3%
Taux d'occupation des chambres	49,70	-8,5 pts	45,20	-3,9 pts
Nuitées totales (en milliers)	883	-27%	379	-22%
Part de la clientèle étrangère	14%	2,8 pts	49%	-1,3 pts
Clients (en milliers)	257	-30%	127	-20%
Duree moyenne de séjour	3,4	0,1 jour	3,0	-0,1 jour

Source : Insee, enquête fréquentation hôtelière



## Fréquentation hôtelière : les Iles du Nord touchées également

*La chute de la fréquentation et la désaffection de la clientèle ont touché également, dans une moindre mesure, les Iles du Nord. Les hôtels homologués de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy ont accueilli 20 % de clients en moins. La baisse de fréquentation des visiteurs étrangers, qui constituent la moitié de la clientèle, participe fortement au recul des indicateurs.*

25% des touristes ont séjourné en forfait cette année alors qu'ils étaient 34% l'année précédente.

Les perturbations du trafic ont pu contribuer à la progression des réservations directes auprès des compagnies aériennes (40% des voyageurs contre 36% en 2008). En progression de sept points cette année, les réservations par internet concernent 39% des touristes.

Si le volume de la clientèle touristique totale a diminué, la proportion de touristes d'agrément atteint 59% contre 52% en 2008. En effet, les déplacements liés aux activités professionnelles sont en recul : de 10% en 2008 à 6% en 2009. Les touristes affinitaires (36% des touristes) sont venus moins nombreux qu'en 2008 chez leurs parents ou leurs amis : 126 000 contre 156 000. Parallèlement, faut-il y voir un effet indirect de la longue crise sociale, les résidents guadeloupéens ont été plus nombreux à se rendre en France métropolitaine (+15 000).

En 2009 le contentement des visiteurs est un peu plus nuancé qu'en 2008: 87% se déclarent satisfaits contre 91% en 2008. Le repli par rapport à 2008 est équivalent pour les touristes affinitaires, d'agrément ou en déplacement d'affaires.

### Une règle des trois tiers pour les modes d'hébergement

Les proportions de voyageurs en gîte et location (31%) et en famille ou amis (33%) progressent de nouveau cette année et se rapprochent de la part de la clientèle hôtelière (34%).

Si l'hôtellerie reste le premier mode d'hébergement choisi par les touristes, elle ne concentre que le cinquième

des nuitées totales (21%). Avec un peu moins de clients mais une durée de séjour plus longue, les gîtes et locations comptabilisent 30% des nuitées. L'hébergement lié au tourisme affinitaire se caractérise toujours par une durée de séjour plus longue (18 jours) et représente la plus grosse part des nuitées (42%).

Plus de la moitié des nuitées totales (54%) est assurée par les touristes d'agrément et les voyageurs en déplacement professionnel.

En 2009 tous les indicateurs de l'hôtellerie homologuée sont en baisse. Le secteur a subi les effets de la grève générale qui s'est déroulée en pleine saison touristique. Les établissements hôteliers ont dû s'adapter à la situation. Les cessations temporaires d'activité, parfois sur plusieurs mois, ou la fermeture d'une partie des lits ont impacté l'offre en chambres qui a diminué de 11%. Malgré ces mesures, le taux d'occupation des chambres recule de 8,5 points passant cette année sous le seuil de 50% d'occupation. En Guadeloupe, le nombre de visiteurs a baissé et les hôtels ont perdu un tiers de la clientèle par rapport à 2008.

Corroborant la tendance des autres indicateurs, l'évolution des nuitées confirme le ralentissement de l'activité la baisse atteint 27% et représente une perte de 326 000 nuitées. S'ajustant à la demande, le parc en chambres décroît d'autant plus que la part des nuitées hôtelières s'effrite au détriment d'autres types d'hébergement.

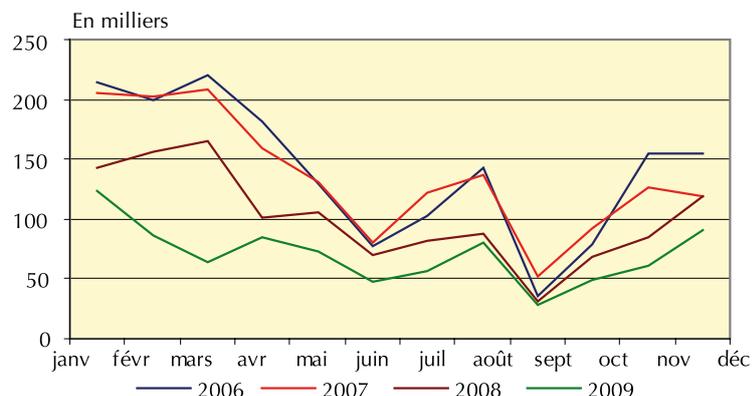
En 2009, 820 entreprises ont été créées dans les secteurs d'activité liés au tourisme en Guadeloupe. Le nouveau statut de l'auto-entrepreneur n'a pas suffi à résorber les effets des crises économique et sociale. Par rapport à 2008, les créations sont en baisse de près de 10 % dans les activités liées au tourisme. 44% des créateurs ont choisi la restauration (en progression de 41% par rapport à l'année précédente). Les activités culturelles, récréatives et sportives ont séduit 19% d'entre eux, les transports 12% (dont la moitié dans la location de courte durée de véhicules automobiles), les hébergements 8%.

*Baisse des créations d'entreprise dans le secteur touristique*

Martine CAMUS

## Des mauvais chiffres dans l'hôtellerie en 2009

### Évolution du nombre de nuitées dans les hôtels homologués de Guadeloupe



Source : Insee, enquête fréquentation hôtelière



# Un trafic de marchandises pénalisé par les crises en 2009

**Après une suite de records établis depuis 2004, le trafic de marchandises du Port Autonome de la Guadeloupe est en net recul en 2009. La conjonction de la crise économique et financière mondiale et de la crise sociale en Guadeloupe entraîne une chute du trafic. Le retard accumulé lors du premier trimestre 2009 n'a pu être rattrapé malgré une certaine reprise au fil de l'exercice. Le trafic de passagers régresse aussi, mais est moins impacté.**

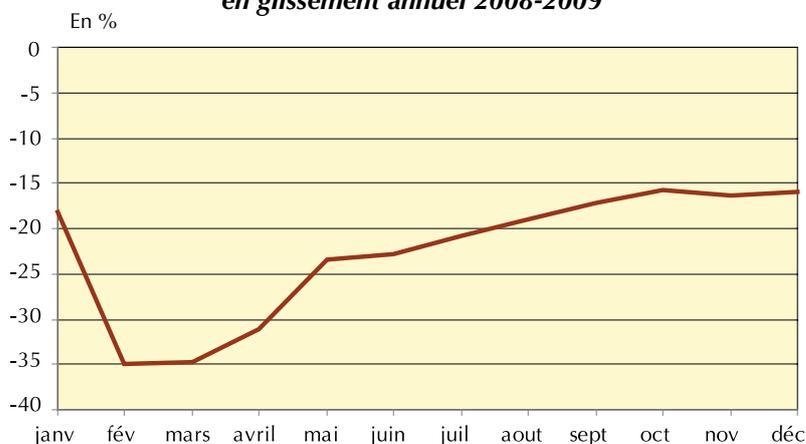
En 2009, le trafic de fret atteint 3 010 669 tonnes brutes de marchandises et 142 692 TEU<sup>1</sup>. L'essentiel des places portuaires françaises et mondiales (Marseille, Le Havre, Dunkerque, Singapour, Shanghai, Rotterdam, ...) est atteint par la crise économique et financière internationale et le trafic est en baisse. La Guadeloupe n'est pas épargnée et la crise sociale de février-mars 2009 amplifie sensiblement la chute de l'activité portuaire. Les mois de février et mars 2009 sont parmi les trois plus mauvais mois de trafic portuaire depuis dix ans. En glissement annuel, la baisse entre février 2008 et février 2009 est de 35 %. Le trafic du reste de l'année a suivi la tendance 2008, ce qui contient l'évolution à -16 %. Depuis quelques années, le transbordement<sup>2</sup> constitue un enjeu majeur et dope les échanges maritimes mondiaux. Depuis 2004,

il a quadruplé en Guadeloupe. Cependant, la baisse de trafic de 2009 a un impact négatif sur les marchandises transbordées en 2009 dont le volume diminue de 16 % en un an (391 000 tonnes transbordées). Pour les conteneurs transbordés, la baisse est de 33 % (26 300 conteneurs transbordés). Entre 2008 et 2009, la part du transbordement dans les échanges maritimes est stable. Comme en 2008, sa proportion dans les échanges est plus importante que celle des exportations, mais de façon moins significative (13 % pour le transbordement contre 12,7 % pour les exportations).

Le site de Jarry concentre 95 % des échanges, les 5 % restants se répartissent uniformément entre Pointe-à-Pitre, Basse-Terre et Folle-Anse (Marie-Galante). Cette répartition demeure inchangée depuis quelques années.

### L'impact de la crise du premier trimestre 2009 sur le trafic portuaire

Évolution de la baisse de trafic de marchandises en glissement annuel 2008-2009



Source : Port Autonome de la Guadeloupe

1) Twenty Equivalent Unit : unité de mesure internationale équivalente à un conteneur de 20 pieds.

2) Le transbordement est l'opération qui consiste à transférer le chargement d'un navire à un autre, avec une mise à quai intermédiaire.



La Caraïbe reste le principal partenaire commercial de la Guadeloupe (39 % de l'ensemble des échanges). Les ports de France métropolitaine occupent toutefois une place plus importante dans le trafic en 2009 : 38 % des échanges en 2009 pour 31 % en 2008. La Guadeloupe réalise 17 % de ses échanges commerciaux avec la Martinique. Le Havre et Dunkerque complètent le podium avec respectivement 12 % et 11 %.

La première place de Fort-de-France s'explique par les importations d'hydrocarbures. Le Havre est l'une des principales portes d'entrée du trafic européen en Guadeloupe ; la Dominique (Roseau) fournit des agrégats, Porto-Rico du fioul léger et Santa Marta (Colombie), le charbon utilisé pour la production d'électricité. Dunkerque est le premier port pour l'exportation, il reçoit notamment la banane antillaise.

Comparativement à 2008, l'essentiel des marchandises importées ou exportées est en baisse: -10 % pour les vrac liquides, -18 % pour

## La Caraïbe, premier partenaire commercial

les vrac solides et -18 % pour les marchandises diverses. L'arrêt du transbordement d'hydrocarbures vers la Guyane explique la baisse sur le vrac liquide. Un trafic temporaire était opéré début 2008 vers la Guyane et soutenait ce trafic.

Le trafic d'une majorité des vrac solides baisse entre 2008 et 2009. La plus forte baisse est celle du sable local (-69 %). Suite à une panne sur la canalisation permettant son extraction, l'activité a été arrêtée à partir d'août 2009. Par ailleurs, les difficultés du BTP n'ont pas favorisé le trafic de clinker (-9 %) ou de pouzzolane (-33 %), entrant dans la composition du ciment. De même, les difficultés de l'agriculture apparaissent dans les importations d'engrais (-30 %) ainsi que dans les exportations de sucre brut (-9 %). La saison de récolte de la canne à sucre a été retardée et le niveau de richesse saccharine n'a pas favorisé les résultats de la filière.

Le tonnage de marchandises diverses conteneurisées diminue globalement de 18 %, -23 % à l'exportation

et -15 % à l'importation. Le trafic de conteneurs est réparti équitablement entre les importations et les exportations, respectivement 72 459 TEU (-15 %) et 70 233 TEU (-17 %). Cette répartition égalitaire est semblable à celle de 2008.

En 2009, 807 000 passagers ont transité par le Port Autonome de la Guadeloupe. En un an, le nombre de passagers diminue de 4 %. A partir d'avril 2009, les résultats sont supérieurs à ceux de l'année précédente, mais la chute du premier trimestre a été trop forte pour rester sur la dynamique positive des dernières années.

Entre 2008 et 2009, la part des différents types de trafic de passagers évolue peu. Le trafic archipel, plus important, est celui qui est le plus durement touché

par le ralentissement de l'activité. *Moins de passagers, mais une situation encourageante*

Dans le trafic inter-îles, les bons résultats du trafic de la Dominique, de Sainte-Lucie et autres îles, permettent de compenser la baisse de trafic sur la Martinique. Pour ce qui est de l'archipel, à partir d'avril, les voyageurs sont plus nombreux en 2009 qu'en 2008. En matière de croisière, le nombre de passagers basés, c'est-à-dire, les passagers dont la croisière débute et se termine en Guadeloupe, est quasi-stable (-1 %), alors que les passagers de transit sont moins nombreux (-7 %).

### Transport maritime de passagers selon le type de transport en 2009 en Guadeloupe

En nombre et %		
Type de passagers	Passagers transportés	Évolution 2008-2009
Croisière	111 263	-4
Archipel Marie-Galante	562 832	-3
Archipel Les Saintes	15 674	-43
Inter-îles Martinique	68 478	-8
Inter-îles Dominique	45 322	9
Inter-îles Sainte-Lucie et autres	3 428	53
Cargo de fret	100	-59
<b>TOTAL</b>	<b>807 097</b>	<b>-4</b>

Source : Port Autonome de la Guadeloupe

Olivier PIERROT  
Port Autonome de la Guadeloupe



# Le marché de l'automobile souffre de la crise

**Ventes en baisse de 4 % pour les véhicules neufs et de 12 % pour les occasions, en 2009 le secteur de l'automobile est frappé par la crise malgré le soutien apporté par la prime gouvernementale à la casse. Les petites voitures résistent mieux. Les marques étrangères sont de plus en plus présentes dans le parc automobile guadeloupéen.**

Avec 16 900 immatriculations de véhicules neufs enregistrées en 2009, la baisse s'est poursuivie : - 4 % par rapport à 2008. Si sur les véhicules légers la baisse a été contenue (- 1,5%), elle est plus forte sur les véhicules utilitaires neufs (- 16%).

Soutenue par les ventes de petites cylindrées (4-6CV) et la prime à la casse, la vente de voitures particulières progresse légèrement (+ 2 %).

Cette prime est reconduite en 2010 dans des conditions différentes, notamment sur la limite des taux d'émission de dioxyde de carbone : la condition supérieure d'éligibilité passant de 160 à 155 g/CO<sup>2</sup>.

Dans la gamme des 7-9 CV, le chiffre des ventes est le plus bas (- 11 %) depuis 2001. Avec celles des plus de 9CV (- 9 %), ces ventes pâtissent des mesures gouvernementales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du parc automobile.

En 2009, les voitures particulières d'entreprise se sont mieux vendues. Leurs immatriculations progressent de près de 7 %. Un tiers des véhicules particuliers (VP) a été destiné aux professionnels. À l'inverse, les inscriptions sur les registres préfectoraux des VP affectés aux particuliers baissaient de plus de 5 % (9 260 unités).

La préférence pour les marques étrangères est maintenant établie. Depuis 2005, ces marques dominent le marché et cette tendance se confirme en 2009. Elles progressent de 2 %, alors que la vente de voitures françaises baisse de 6 %.

En période de crise, les prix à la pompe renforcent l'attrait pour les véhicules fonctionnant au diesel (+ 3,5 %). Ils représentent maintenant 61 % des ventes alors que dans le même temps les ventes de quatre roues à essence reculent de plus de 8 %.

Depuis 2003, le marché de l'occasion n'était jamais descendu sous la barre des 20 000 VP échangées : comparé à 2008 le recul est de 12 %. Avec une baisse des ventes de près de 16 %, la situation est pire pour les véhicules utilitaires. Il faut remonter à 2002 pour trouver un chiffre similaire. La prépondérance des VP d'occasion françaises demeure. Pourtant les consommateurs diversifient leurs choix et se tournent vers les marques étrangères qui passent à 46 % de parts de marché.

Nicolas SILVESTRE

« Mise en service des nouvelles plaques le 15/4/2009 »

Le nouveau système d'immatriculation de véhicules (SIV) est entré en fonction le 15 avril 2009 (15 juin 2009 pour les voitures d'occasion). Sur le territoire national, les nouvelles plaques sont composées d'une série de sept caractères formée de deux lettres, un tiret, trois chiffres, un tiret, deux lettres

Exemple : AA - 123 - AA.

Le nouveau numéro est puisé dans une série nationale unique et est associé définitivement à un véhicule dès la sortie du garage. Le propriétaire reçoit un certificat provisoire, remplacé après une semaine par la carte grise définitive envoyée à son domicile par pli sécurisé. La référence régionale est laissée au choix de l'utilisateur.

## Immatriculations des véhicules neufs et d'occasion

En nombre	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Véhicules neufs</b>						
<b>Voitures particulières et commerciales</b>	<b>13 926</b>	<b>14 359</b>	<b>13 562</b>	<b>15 539</b>	<b>14 295</b>	<b>14 084</b>
dont marques étrangères (%)	49	49	52	56	57	59
dont diesel (%)	45	50	53	56	58	61
Motocycles, Tricycles, quadricycles à moteur	742	561	591	817	1 008	1 110
dont marques étrangères (%)	91	96	96	96	96	94
<b>Camionnettes, camions, véhicules spéciaux</b>	<b>2 618</b>	<b>2 881</b>	<b>2 931</b>	<b>3 297</b>	<b>3 246</b>	<b>2 742</b>
dont marques étrangères (%)	55	54	56	59	56	57
Tracteurs routiers	20	36	22	33	39	52
<b>Cars et autobus</b>	<b>54</b>	<b>51</b>	<b>29</b>	<b>19</b>	<b>67</b>	<b>50</b>
Remorques lourdes et semi remorques	27	27	23	44	39	68
<b>Total</b>	<b>16 598</b>	<b>17 291</b>	<b>16 522</b>	<b>18 855</b>	<b>17 608</b>	<b>16 876</b>
<b>Véhicules d'occasion</b>						
<b>Voitures particulières et commerciales</b>	20 268	20 022	20 673	22 235	22 069	19 410
dont : % de marques étrangères	45	44	44	44	45	46
<b>Camionnettes, camions, véhicules spéciaux</b>	3 079	3 025	3 268	3 527	3 329	2 898
dont : % de marques étrangères	51	51	49	52	52	50
Tracteurs routiers	48	41	36	54	57	36
<b>Cars et autobus</b>	152	117	47	123	182	67
Remorques lourdes et semi remorques	59	55	54	63	48	37
<b>Total</b>	<b>23 499</b>	<b>23 164</b>	<b>23 988</b>	<b>25 885</b>	<b>25 580</b>	<b>22 375</b>



## Le marché du travail : une année 2009 difficile

**En 2009, en Guadeloupe et dans les Îles du Nord, la situation sur le marché du travail se détériore encore, amplifiant une tendance déjà observée en 2008. Toutes catégories confondues (ABCDE), plus de 60 000 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi. Cette année encore, face au ralentissement économique, les jeunes et les seniors sont particulièrement touchés. Les femmes le sont relativement moins que les hommes. La part du chômage de longue durée ne baisse pratiquement pas et concerne toujours près d'un demandeur sur deux. Les offres d'emploi enregistrées sont en fort repli.**

Fin 2009, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A<sup>1</sup> est de 51 463 en données brutes. Il augmente de 11,6 % par rapport à l'année 2008. Les jeunes et les seniors sont les plus touchés avec respectivement + 16,3 % et + 25,3 % sur un an. Chez les seniors, la demande est en hausse régulière depuis de nombreuses années et depuis 2008, il y a plus de seniors inscrits que de jeunes.

La situation des femmes, bien que plus nombreuses, se dégrade relativement moins que celle des hommes (+ 8,6 % contre + 16,1 % pour les hommes sur un an). La progression inhabituelle de la de-

mande d'emploi masculine en 2009 témoigne de difficultés dans certains secteurs d'activité masculins (BTP, agriculture,...). Avec une hausse de 8,8 % en un an, le nombre des demandeurs d'emploi ayant réussi à travailler de façon occasionnelle au cours du mois<sup>2</sup>, a augmenté plus modérément. Ils sont 5 860 fin 2009. Néanmoins sur plus longue période, ces deux catégories ont enregistré une croissance très forte.

L'ensemble des catégories des demandeurs d'emploi (ABCDE) atteint un niveau jamais atteint en dix ans : ils sont 60 733 demandeurs inscrits fin 2009.

### La demande d'emploi en Guadeloupe et Îles du Nord

En nombre et %

Au 31/12	2008	2009	2008/2009
Catégorie A	46 118	51 463	11,6
Catégorie B	2 331	2 439	4,6
Catégorie C	3 053	3 421	12,1
Catégorie D	970	1 521	56,8
Catégorie E	2 417	1 889	- 21,8
<b>Toutes catégories</b>	<b>54 889</b>	<b>60 733</b>	<b>10,6</b>

Source : DTEFP - Pôle emploi

### Augmentation des demandeurs d'emploi de catégorie A

En nombre et %

	Demandeurs d'emploi Cat A (31.12.09)	Évolution 2009/2008	Part des femmes	Part des CLD un an et plus	Part des niveaux de formation I à III	Part des niveaux de formation Vbis et VI
Moins de 25 ans	7 196	16,3	53,6	24,7	10,8	13,0
De 25 à 49 ans	36 295	8,1	59,9	51,0	11,6	31,3
50 ans et plus	7 972	25,3	54,2	61,8	4,9	61,2
Ensemble	51 463	11,6	58,1	49,0	10,5	33,4

Source : DTEFP - Pôle emploi

- 1) Demandeur d'emploi, sans emploi, voir Définitions
- 2) Catégories B et C, voir Définitions



En 2009, la demande d'emploi de longue durée, supérieure ou égale à un an, augmente de 10,6 % en catégorie A et de 10,5 % en catégories ABC. Malgré des flux d'inscription à Pôle emploi en hausse, la part du chômage de longue durée ne baisse pratiquement pas, compte tenu de la faiblesse des sorties. Les chômeurs de longue durée représentent toujours près de la moitié de la demande d'emploi. Qu'il s'agisse de femmes, de jeunes, de seniors, les demandeurs de plus d'un an sont largement surreprésentés en Guadeloupe par rapport à la France métropolitaine.

En 2009, le flux des inscriptions à Pôle Emploi s'est élevé à 60 560, en hausse de 6,8 %. C'est la première fois que la barre des 60 000 entrées est franchie depuis l'an 2000.

## Plus de 60 000 entrées à Pôle emploi

Le premier motif d'inscription à Pôle Emploi (11 550) est la « fin de contrat ou de mission d'intérim », le deuxième est une « 1ère entrée » (8 600). En évolution, le « licenciement économique » et la « reprise d'activité après interruption » augmentent respectivement de 20,1 % et 35,6 %, même si les volumes concernés sont plus faibles.

## Un faible niveau des sorties de Pôle Emploi

Les sorties d'emploi restent pratiquement stables en 2009 à 54 810. Ce faible niveau de sortie, déjà observé en 2008 « explique » pour partie la forte croissance de la DEFMA (il faut remonter à 2002 pour retrouver un niveau de sortie plus faible). Les absences au contrôle constituent plus de sept sorties sur dix et rendent, de par leur importance, difficile une analyse précise des causes de sortie de Pôle Emploi. Néanmoins, les motifs de sorties sont en baisse pour radiation administrative, arrêt de recherche et reprise d'emploi, en hausse pour les autres motifs.

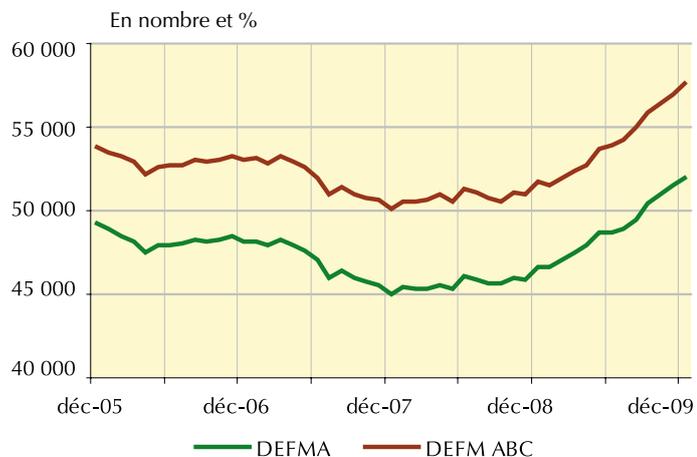
Les sorties d'emploi restent pratiquement stables en 2009 à 54 810.

Avec 12 860 offres proposées en 2009, le nombre d'offres d'emploi recueillies par Pôle emploi chute de 21 % après un niveau record en 2008. Les contrats d'embauche en CDD, CDI ou intérim diminuent de 21,4 %, les contrats « aidés » reculent de 27 %. Ces types de contrat représentent 90 % des offres. Les autres types d'offres (contrats en alternance, insertion par l'activité économique...) sont en hausse mais ne représentent qu'une petite partie de l'offre.

Charly DARMALINGON  
Roman JANIK  
DTEFP

## Forte hausse de la demande d'emploi en 2009

### La demande d'emploi A et ABC en Guadeloupe



Données corrigées des variations saisonnières  
Source : DTEFP, Pôle emploi, traitement SEPES (données CVS)

## Catégories de demandeurs d'emploi

- Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories :
- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
  - catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
  - catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
  - catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
  - catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).



## De moins en moins d'emplois, surtout pour les jeunes

**En 2009, le marché du travail se détériore brutalement en Guadeloupe à la suite de la crise financière et économique dont les premiers signes se sont fait sentir dès le second semestre 2008 : le nombre de personnes en emploi fléchit et la précarisation des emplois s'étend. Les personnes au chômage sont de plus en plus nombreuses. La situation des jeunes s'est particulièrement dégradée. Seulement un jeune sur douze est en emploi. Le taux de chômage des 15-24 ans s'envole à 60 %.**

À u deuxième trimestre 2009, le taux d'emploi des 15-64 ans est de 46,9 %, deux points de moins que l'année précédente. Le nombre total de personnes en emploi s'élève à 123 100, soit 4 100 de moins qu'en 2008.

En Guadeloupe, le nombre d'emplois précaires augmente de 1 500 entre 2008 et 2009. Dans le même temps, le nombre d'emplois salariés typiques chute de 5 500. Le taux d'emploi des contrats à durée indéterminée à temps plein baisse de 1,3 point. Celui des formes particulières d'emploi progresse de 0,8 point. Néanmoins certaines catégories sont mieux positionnées que d'autres. Les hommes en âge de

travailler occupent plus souvent un emploi que les femmes : respectivement 50,6 % et 43,8 % sont dans ce cas. Le diplôme est toujours un atout sur le marché du travail : deux diplômés sur trois ont un emploi et seulement un non diplômé sur trois.

Les personnes sans emploi sont de plus en plus nombreuses : en 2009, 38 200 actifs sont au chômage au sens du Bureau international du travail (BIT), soit 2 700 de plus en un an. Le taux de chômage des 15-64 ans s'élève à 23,7 %, après 21,8 % en 2008. Trois chômeurs sur quatre sont dans cette situation depuis un an ou plus. Un chômeur sur trois ne dispose d'aucune expérience professionnelle.

### La majorité des 15-64 ans n'est pas en emploi

#### Taux d'emploi et population des ménages en Guadeloupe

En % et nombre	2008	2009
Taux d'emploi des 15-64 ans	48,8	46,9
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	44,4	43,8
Taux d'emploi des 55-64 ans	44,0	41,5
<b>Personnes ayant un emploi de 15 à 64 ans</b>	<b>127 213</b>	<b>123 089</b>
Hommes	64 957	60 951
Femmes	62 256	62 138

Source : Insee, Enquête Emploi Guadeloupe 2007

### Définitions

Le taux d'emploi des 15-64 ans est calculé en rapportant le nombre d'individus de 15 à 64 ans ayant un emploi au nombre total d'individus de la même classe d'âge.

Un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (15 à 64 ans) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

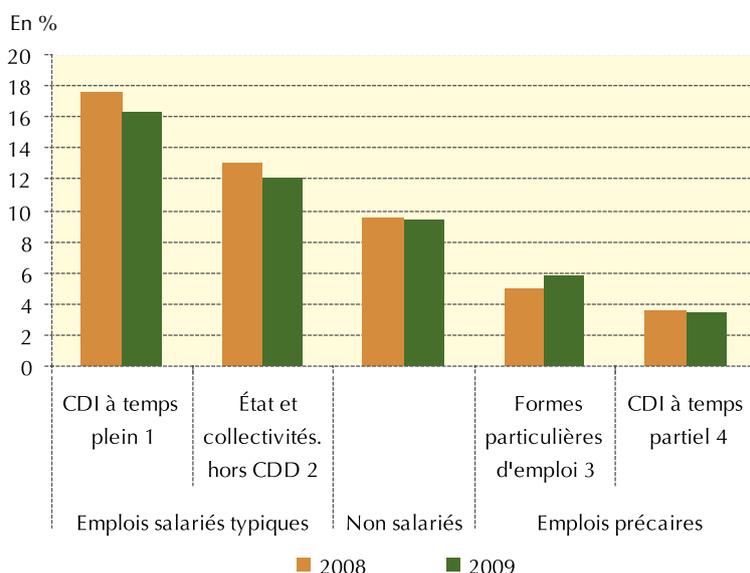
Le halo autour du chômage : certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce qu'on appelle un « halo » autour du chômage.

Formes particulières d'emploi : si la « norme » d'emploi est l'emploi salarié à temps plein et à durée indéterminée, les autres formes d'emploi sont dites particulières. Il s'agit d'emplois salariés à durée déterminée ou occupés, essentiellement, par les intérimaires, les apprentis, les stagiaires ou les contrats aidés.



## Une précarité accrue des emplois

### Ventilation du taux d'emploi des 15 à 64 ans selon contrat de travail



Le halo autour du chômage progresse également en Guadeloupe : 20 300 personnes sont inactives mais souhaitent travailler, soit 3 800 de plus qu'en 2008. Le halo autour du chômage représente 7,7 % des 15-64 ans, après 6,3 % en 2008. Ces personnes qui souhaitent travailler, sont classées comme inactives au sens du BIT parce qu'elles ne font pas de recherche effective d'emploi dans neuf cas sur dix ou parce qu'elles ne sont pas disponibles.

### Les jeunes exclus de l'emploi

Les jeunes Guadeloupéens sont de plus en plus exclus de l'emploi. À 8 %, le taux d'emploi des 15-24 ans est en recul de 0,5 point. En trois ans, le nombre de jeunes en emploi diminue de 1 200. Le taux d'emploi des 15-24 ans de Guadeloupe est le plus bas des trois départements français d'Amérique : il s'élève à 12,9 % en Guyane et 8,7 % en Martinique. La situation des jeunes Guadeloupéens est très en deçà de celle des jeunes d'Europe : en 2008, 32,2% des 15-24 ans travaillent en France ; 37,6 % sont dans ce cas dans l'Union Européenne à 27 ; la majorité des

jeunes sont en emploi au Royaume-Uni (52,4 %) et aux Pays-Bas (69,3 %). Les jeunes Européens des Régions Ultra-Périphériques (RUP) sont aussi en meilleure situation par rapport à l'emploi : en 2008, leur taux d'emploi aux Canaries est de 30 %, à Madère de 34 % et aux Açores de 38 %. À titre d'exemple, à Porto-Rico, ce taux est de 34 %.

Ceux qui sont présents sur le marché du travail sont dans leur majorité au chômage. Le taux de chômage des 15-24 ans s'élève à 60 %, soit 4,5 points de plus qu'en 2008. En un an, le nombre de jeunes chômeurs progresse de 700. Circonstance aggravante, sept jeunes au chômage sur dix n'ont aucune expérience professionnelle. Quand ils travaillent, les jeunes guadeloupéens occupent fréquemment des emplois précaires : deux jeunes en emploi sur cinq sont en intérim, en appren-

tissage, en stage, en contrat à durée déterminée ou en contrat aidé. Ces formes particulières d'emploi représentent un emploi sur huit chez les 15-64 ans. Les jeunes acceptent ces emplois précaires pour acquérir une expérience professionnelle.

Les jeunes inactifs qui souhaitent travailler (le halo autour du chômage des jeunes) sont 900 de plus qu'en 2008. Ils représentent 5,8 % des 15-24 ans, soit 0,8 point de plus que l'an passé.

Joelle NACITAS  
Xavier PARAIRE

## Les jeunes sur le marché du travail majoritairement au chômage

### Chômeurs, taux de chômage et halo autour du chômage en Guadeloupe

En % et nombre	2008	2009
<b>Chômeurs au sens du BIT de 15 à 64 ans</b>		
<b>Ensemble des chômeurs</b>	<b>35 489</b>	<b>38 199</b>
Hommes	14 375	15 741
Femmes	21 114	22 458
<b>Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)</b>		
<b>Ensemble de 15 à 64 ans</b>	<b>21,8</b>	<b>23,7</b>
15-24 ans	55,5	60,0
25-49 ans	22,1	24,3
50-64 ans	12,6	12,2
Hommes de 15 à 64 ans	18,0	20,3
15-24 ans	54,1	58,6
25-49 ans	16,4	19,7
50-64 ans	12,4	11,6
Femmes de 15 à 64 ans	25,3	26,4
15-24 ans	57,5	61,7
25-49 ans	27,3	28,4
50-64 ans	12,7	12,8
<b>Taux de chômage de longue durée (%)</b>		
<b>Ensemble de 15 à 64 ans</b>	<b>17,9</b>	<b>21,8</b>
Hommes	14,8	15,8
Femmes	20,8	21,2
<b>Halo autour du chômage</b>		
<b>Ensemble</b>	<b>16 459</b>	<b>20 293</b>
Hommes	6 398	6 978
Femmes	10 061	13 315

Source : Insee, enquête Emploi DOM 2008 et 2009



# Près de 30 000 logements sociaux en Guadeloupe

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, en Guadeloupe, le patrimoine locatif social s'élève à 29 750 logements. Au cours de l'année 2008, 670 logements ont été offerts pour la première fois à la location. Les emménagements sont peu nombreux : seulement 2 100 ménages ont intégré un logement social. Certains logements sociaux restent vacants. Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, 2,7% sont dans ce cas et 1,6% le sont depuis plus de trois mois.**

Le nombre de logements sociaux s'élève à 29 750 logements au 1<sup>er</sup> janvier 2009 en Guadeloupe, un chiffre en progression de 3,7 % sur un an. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la croissance annuelle moyenne est de 3,5 %. Le parc social joue un rôle essentiel dans l'habitat guadeloupéen puisqu'il représente 19 % des résidences principales, mais surtout 57 % de l'ensemble du marché locatif. Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, la densité du parc s'élève à 74 logements sociaux pour 1000 habitants, contre 63,5 à La Réunion et 70,4 en France métropolitaine.

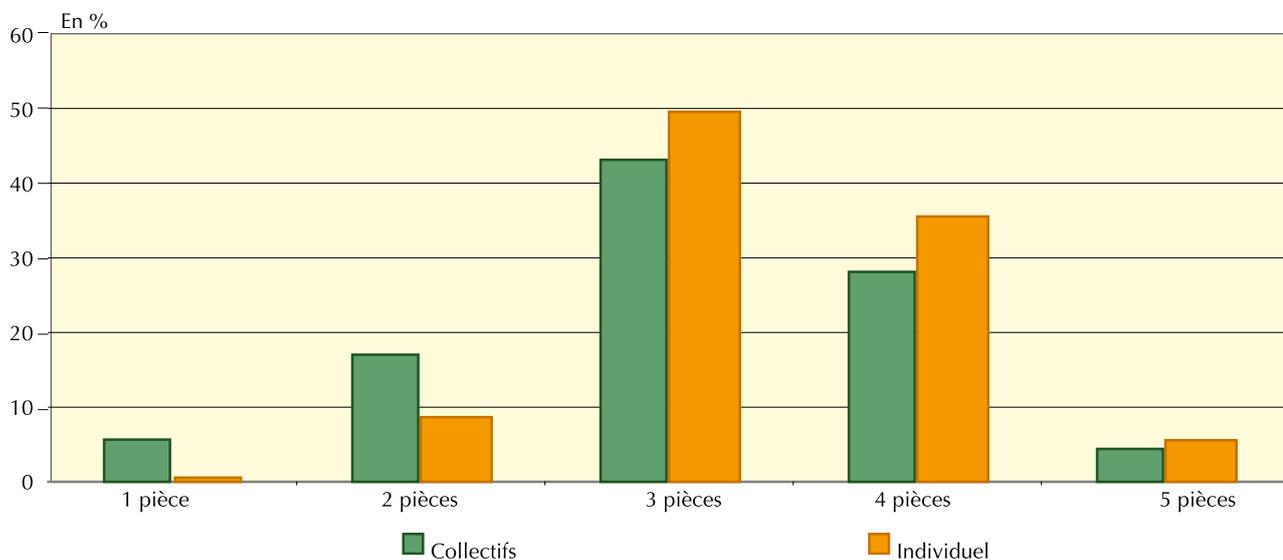
En dépit de cet accroissement de 3,7%, la structure du parc est inchangée. La moitié du parc est

située sur les communes des Abymes et de Pointe-à-Pitre. L'agglomération pointoise concentre plus de sept logements sur dix. Le parc est récent : un logement sur trois a été construit après 1999. Les logements les plus récents ont été plus fréquemment construits hors des deux agglomérations de Pointe-à-Pitre et de Basse Terre. Les logements collectifs représentent 79 % du parc mais la part des logements individuels sociaux ne cesse de croître (+2 points depuis 2001).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, 29 300 logements sont proposés à la location aux particuliers. Le reliquat est soit loué à des associations, soit en attente de réhabilitation ou de démolition.

*La structure du parc est inchangée*

**Le parc locatif social individuel et collectif selon le nombre de pièces**



Source : Enquête parc locatif social au 1<sup>er</sup> janvier 2009



## Le logement individuel gagne encore du terrain

Au cours de l'année 2008, 670 logements ont été offerts pour la première fois à la location. Près de six logements sur dix sont localisés sur l'agglomération de Pointe-à-Pitre. L'année 2008 est exceptionnelle car plus de 44 % des logements livrés sont des logements individuels. Ils sont tous situés hors des deux agglomérations de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre. L'année précédente, ils représentaient seulement 25 % des nouvelles locations. Les logements collectifs sont huit fois sur dix localisés sur l'agglomération de Pointe-à-Pitre. Tous types de constructions confondus, comme l'année précédente, les nouvelles mises en locations sont

des trois ou quatre pièces avec respectivement 61% de trois pièces et 23 % de quatre pièces. Les plus petits logements comme, les studios et les deux pièces représentent seulement 12 % des logements mis en location. Si l'on exclut les logements mis en location pour la première fois, les emménagements ont encore une fois été peu nombreux.

En 2008, seulement 2 100 ménages ont intégré un logement social. Le taux de mobilité de la Guadeloupe est de 7,6 %, il est de 9,4 % à La Réunion et de 9,6 % en France métropolitaine.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, 2,7 % des logements offerts à la location n'ont pas trouvé de locataire et 1,6 %

depuis plus de trois mois. À La Réunion, ces taux de vacance sont respectivement de 1,3 % et 0,3 % et en France métropolitaine de 2,4 % et 1,2 %. En Guadeloupe, la vacance est plus marquée pour le logement ancien que pour le logement récent. Elle l'est plus pour les logements collectifs qu'individuels.

Pointe-à-Pitre possédant un parc plus ancien que les autres communes et composé essentiellement de logements collectifs, concentre 63 % des logements restés vacants plus de trois mois au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

## Peu d'emménagements dans le parc

Christophe RAFRAF  
Direction Départementale de  
l'Équipement

## Définitions

**Taux de vacance** = (logements vacants parmi les logements locatifs proposés à la location) / (logements locatifs loués ou proposés à la location)

**Taux de vacance de plus de 3 mois** = (logements vacants depuis plus de 3 mois parmi les logements locatifs proposés à la location) / (logements locatifs loués ou proposés à la location)

**Taux de mobilité** = (emménagements dans les logements locatifs proposés à la location en service depuis au moins un an) / (logements locatifs loués ou proposés à la location en service depuis au moins un an) \*

\* hormis les logements qui ont été emménagés pour la première fois au cours de l'année de l'enquête.

**Agglomération de Pointe à Pitre** : Les Abymes, le Gosier, Baie-Mahault, Pointe à Pitre, Petit Bourg, Lamentin et Goyave

**Agglomération de Basse-Terre** : Basse-Terre, Saint-Claude, Trois-Rivières, Gourbeyre, Baillif

## Méthodologie

Ces données 2009 diffèrent légèrement de celles du Soes du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM). En effet des traitements supplémentaires ont dû être effectués pour intégrer les données manquantes d'un bailleur.

Champ de l'enquête : logements locatifs conventionnés, faisant l'objet d'un contrat de location et gérés par un organisme HLM, sociétés d'économie mixte ou agréée (à l'exclusion des logements-foyers, des résidences pour personnes âgées ou handicapées..)

Les collectivités territoriales qui gèrent directement leur patrimoine social ne font pas partie de l'enquête.



# Un élève sur trois choisit la voie professionnelle

**À la rentrée 2009, 9 000 élèves suivent un enseignement professionnel en Guadeloupe, tous secteurs confondus. Malgré une baisse des effectifs due à la rénovation de la voie professionnelle, un élève sur trois de l'enseignement public choisit la voie professionnelle. La réussite au baccalauréat professionnel s'améliore en 2009. Les filles ont toujours de meilleurs résultats que les garçons, aussi bien au CAP, qu'au BEP ou au Bac Pro.**

À la rentrée 2009, la voie professionnelle a été profondément renouvelée. En tant que formations, les BEP actuels disparaîtront au profit d'un cursus en trois ans pour obtenir un baccalauréat professionnel. Seules quatre spécialités de BEP resteront ouvertes à titre transitoire. Cependant, les élèves inscrits dans la préparation d'un baccalauréat professionnel en trois ans passeront une certification après deux ans d'études (l'équivalent d'un BEP ou d'un CAP) afin de s'assurer qu'ils ne sortent pas du système éducatif sans diplôme, au cas où ils échoueraient aux épreuves du bac. Une nouvelle passerelle entre la seconde professionnelle (1ère année du cursus Bac pro 3ans) et la 2nde année de CAP sera instaurée.

Les établissements publics de l'académie de Guadeloupe accueillent 84% des 8 970 élèves orientés en voie professionnelle.

## Les spécialités des services attirent plus de la moitié des élèves

Tous niveaux confondus, le secteur des services regroupe plus de la moitié des effectifs de l'enseignement professionnel.

Cinq groupes de spécialités concentrent à eux seuls 56 % des élèves préparant le certificat d'aptitude professionnelle (CAP) : trois relèvent du secteur de la production (« Bâtiment : finitions », « Travail du Bois », « Agroalimentaire-alimentation-cuisine »), les deux autres du secteur des services (« Coiffure, esthétique », « Accueil, hôtellerie, tourisme »).

Quatre groupes de spécialités concentrent à eux seuls la moitié des élèves préparant le brevet

d'études professionnelles (BEP) : l'un relève du secteur de la production (« Electricité, électronique), trois du secteur des services (« Secrétariat, bureautique », « Comptabilité, gestion », « Spécialités sanitaires et sociales »).

À la rentrée 2009, dans l'académie de Guadeloupe, 5 430 élèves préparent un bac professionnel. 58 % d'entre eux sont inscrits dans une spécialité des services.

## Dans l'enseignement public, à l'issue de la classe de 3<sup>e</sup>, un élève sur trois s'oriente vers la voie professionnelle

La moitié des élèves de 3<sup>e</sup> (générale et insertion) s'oriente vers la 2<sup>nd</sup>e en vue d'obtenir un baccalauréat général ou technologique. Un élève sur trois choisit la voie professionnelle et 3,3 % des effectifs redoublent la classe de 3<sup>e</sup>.

## Un candidat sur quatre à l'examen du CAP est issu de l'apprentissage

### Répartition des candidats aux diplômes professionnels selon leur mode de formation

En nombre et %

Secteur	Spécialité	Effectif	part %
Public	Production	3 530	39,3
	Services	3 987	44,4
<b>Public</b>		<b>7 517</b>	<b>83,8</b>
Privé sous contrat	Production	649	7,2
	Services	752	8,4
<b>Privé sous contrat</b>		<b>1 401</b>	<b>15,6</b>
Privé hors contrat	Services	56	0,6
		56	0,6
Ensemble	Production	4 179	46,6
	Services	4 795	53,4
<b>Tous secteurs confondus</b>		<b>8 974</b>	<b>100</b>

Source : DPET-DEP, Constat de rentrée 2009

À la rentrée 2009, les lycées publics de l'académie de Guadeloupe préparent 1 170 élèves à un CAP et 2025 élèves à un BEP. Avec la rénovation de la voie professionnelle entrée en vigueur à la rentrée 2009, le CAP et le BEP deviennent des diplômes intermédiaires. Le baccalauréat professionnel se prépare en trois ans au lieu de quatre. Cette réforme entraîne une diminution globale des effectifs de 3 %.



Le CAP est fréquemment préparé par la voie de l'apprentissage. À la session 2009, près d'un candidat sur trois est un candidat scolaire, un sur quatre est issu de l'apprentissage et 17 % des candidats se présentent en individuels. Les candidats au BEP sont

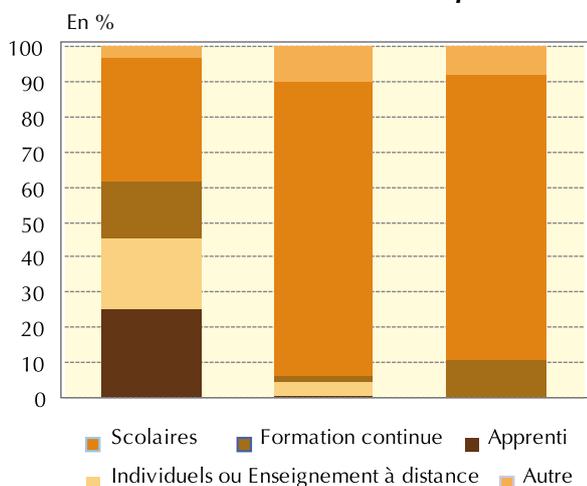
*Une réussite en forte hausse pour le baccalauréat professionnel*

Le taux de réussite au baccalauréat professionnel est

une diminution de 3 points par rapport à la session précédente. En 2009, les candidats sont équitablement répartis entre les spécialités de la production et des services. Le taux de réussite est équivalent dans les deux spécialités.

## Un candidat sur quatre à l'examen du CAP est issu de l'apprentissage

**Répartition des candidats aux diplômes professionnels selon leur mode de formation Académie de la Guadeloupe**



Source : DPET-DEP, fichiers examens 2009

majoritairement des scolaires (84 % des candidats). C'est également le cas pour le bac professionnel (93,5 %). À la session de juin 2009, 1 230 candidats ont été reçus au bac professionnel : 500 dans la production et 730 dans les services. Les bacheliers professionnels représentent 26% de l'ensemble des bacheliers.

*Une meilleure réussite au CAP qu'au BEP*

En 2009, en Guadeloupe, 1 180 candidats se

sont présentés au diplôme du CAP, soit 175 de moins que l'année précédente. Avec 800 candidats admis, le taux de réussite atteint 67,5%, soit

Après de 62 %, le taux de réussite au BEP gagne quatre points par rapport à la session 2008, mais il reste inférieur à celui du CAP

Au CAP, les filles sont nettement moins nombreuses que les garçons parmi les candidats issus de l'apprentissage alors qu'elles représentent 46 % des candidats sous statut scolaire et 80% des candidats individuels. Globalement, l'écart de réussite en faveur des filles, de trois points en 2009, est en hausse par rapport à 2008 où il n'atteignait qu'un point.

À l'examen du bac professionnel, les filles sont moins nombreuses que les garçons, mais réussissent mieux que ces derniers. Néanmoins, même si l'écart en faveur des filles persiste, il est en net recul par rapport à la session précédente (2,5 points contre 10,8).

L'examen du BEP est celui où l'écart entre les sexes est le plus marqué. À la session 2009, l'écart est de 9 points en faveur des filles, nettement supérieur à celui de 2008 (1,6 points).

*De meilleurs résultats pour les filles*

Erika JIOUNANDAN  
DPET- Département Evaluation et Prospective,  
Rectorat de la Guadeloupe

## Évolution des résultats du baccalauréat professionnel - Académie de la Guadeloupe

En nombre et %

Secteur	Session de juin 2009			Rappel 2008			Variation		Ecart taux de réussite
	Présents	Admis	%	Présents	Admis	%	Présents	Admis	
Production	572	502	87,8	554	393	70,9	18	109	16,8
Service	812	729	89,8	817	653	79,9	-5	76	9,9
<b>Ensemble</b>	<b>1 384</b>	<b>1 231</b>	<b>88,9</b>	<b>1371</b>	<b>1046</b>	<b>76,3</b>	<b>13</b>	<b>185</b>	<b>12,7</b>

Source : DPET-DEP

Pour en savoir plus

<http://www.education.gouv.fr/cid2573/la-voie-professionnelle.html>



# Les habitudes alimentaires et la production locale

**En 2009, en Guadeloupe, le budget guide les choix alimentaires des Guadeloupéennes. Les femmes interrogées pensent qu'en Guadeloupe, « on se nourrit bien ». Pâtes, pain, farine et riz sont les bases de l'alimentation guadeloupéenne. Les plus jeunes jugent la production locale trop chère, trop peu visible en grandes et moyennes surfaces et trop peu variée. Le lien entre la prévention des maladies et l'alimentation émerge seulement chez les plus âgées. Informer et convaincre seront nécessaires pour que consommer local devienne un acte plus naturel.**

Lors du conflit social qui a marqué l'année 2009 en Guadeloupe, de forts questionnements sur la société guadeloupéenne sont apparus. Les thèmes du « consommer local » et du « produire local » ont été abondamment débattus.

## Le prix des produits, élément déterminant dans les choix

Le budget est le premier critère intervenant dans les choix alimentaires. La qualité est abordée différemment selon l'âge. Associée au plaisir chez les plus jeunes, elle implique la notion de fraîcheur et d'origine naturelle des produits chez leurs aînées. Les jeunes femmes orientent également leurs choix selon la fonctionnalité des produits, les plus âgées s'intéressant davantage à la diversité des apports.

Les pâtes, le pain, la farine et surtout le riz sont des aliments centraux de l'alimentation guadelou-

péenne. Ils renvoient à un sentiment de « ventre bien rempli ». Le riz toujours présent dans les pla-cards est acheté avec un soin particulier. Il renvoie à des plats symbolisant la tradition guadeloupéenne et le rassemblement familial : ragoût de bœuf, court-bouillon de poisson, porc roussi.

Malgré les contraintes budgétaires exprimées, les Guadeloupéennes ne se privent pas de la viande et la volaille, aliments essentiels des repas en Guadeloupe. En effet, ils représentent une référence au plaisir, par leur mode de préparation (sauces, grillades, viandes roussies...) et à la santé par leurs apports en protéine.

Les femmes âgées de plus de 35 ans valorisent le porc local, référence absolue.

Pour leurs cadettes, les produits phares sont le steak haché et le poulet surgelé. Elles apprécient le bœuf local, malgré son coût plus élevé.

Commandée par l'Observatoire régional de la santé de Guadeloupe (ORSaG) une étude qualitative sur les choix alimentaires des Guadeloupéens<sup>1</sup> a été menée en août 2009.

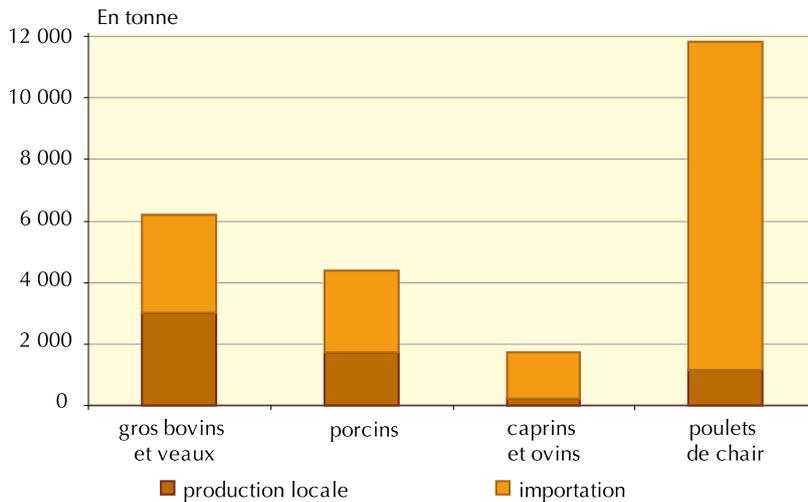
Cette étude rend compte des comportements revendiqués par les femmes en charge des achats alimentaires du foyer. Il s'agit de repérer l'écho des recommandations nutritionnelles du Plan National Nutrition Santé (PNNS) et leur influence éventuelle sur les usages traditionnels. Un second objectif vise à évaluer l'intérêt spontané pour les produits locaux.

Les informations recherchées ont été recueillies au Gosier lors de deux ateliers de quatre heures. Ils ont réuni onze femmes de 20 à 34 ans et neuf femmes de 35 ans ou plus, choisies sur la base des catégories socioprofessionnelles, du statut familial et de l'origine géographique.

<sup>1</sup> Financée par le Groupement régional de santé publique, le Conseil régional de Guadeloupe et l'Iguavie, elle précède une étude quantitative sur les choix alimentaires des guadeloupéens. L'institut national de prévention et d'éducation pour la santé participe au financement de cette seconde étude (publication des résultats prévue fin 2010).



## Production locale et importation de viande en Guadeloupe en 2008



Source : SAA et Comptes de l'agriculture 2008-2007 - Douanes

La préférence pour le poisson local est clairement affirmée. Cependant, les contraintes budgétaires conduisent les plus jeunes à acheter du poisson surgelé importé, moins cher.

Les fruits et légumes sont associées à la notion de fraîcheur. Les légumes ont un caractère plutôt fonctionnel (« apport en fibres »,

### Les 20 principales productions guadeloupéennes en fruits, légumes et racines en 2008

Produits	Quantité produite
melon	7 949
ananas	7 475
igname	6 600
concombre	6 210
banane légume	5 400
tomate	5 250
pastèque	5 000
salade	3 600
lime bears	2 160
patate douce	2 080
christophine	2 000
manioc	1 800
orange	1 700
chou pommé	1 620
mandarine	1 530
madère	1 500
cive	1 320
giraumon	1 080
mangue	1 071
carotte	1 050

Source : Statistique annuelle agricole (SAA)

« ne font pas grossir »...), les fruits relevant plutôt de la gourmandise (sorbets, desserts...). Ces produits sont achetés au minimum une à trois fois par semaine. Les Guadeloupéennes préfèrent acheter directement aux producteurs, ce qui les rassure sur la provenance locale des produits. Elles perçoivent les grandes et moyennes surfaces perçues comme des lieux de vente de produits importés. Cependant, elles se méfient de l'offre ininterrompue de certains fruits (ananas, melon) et des produits trop parfaits en apparence (tomates trop régulières...).

### Des produits locaux encore peu visibles

Les produits laitiers sont considérés comme utiles et achetés par automatisme..

En semaine, les plus jeunes déjeunent rapidement. Un plat principal constitue le déjeuner, entrée et dessert étant facultatifs. Quelques femmes de plus de 35 ans disent composer leur repas avec vigilance.

En Guadeloupe, la perception globale de l'alimentation est bonne, les femmes estiment bien s'alimenter. Les jeunes admettent une européanisation de leur alimentation et ne s'in-

quiètent pas de du risque d'obésité. Les femmes les plus âgées associent la santé à l'alimentation (diabète, excès de sucre) et fustigent les habitudes des très jeunes.

Selon les plus jeunes, la production locale est trop chère, manquant de visibilité en grandes et moyennes surfaces et de variété. Leurs aînées, plus impliquées, évoquent la supériorité des produits locaux et la nécessité de les acheter pour participer au développement de l'économie régionale. Elles font apparaître le défaut d'infrastructures : « il faudrait un grand marché d'intérêt commun, où on ne vendrait que du local ».

Les produits alimentaires locaux activent un sentiment d'appartenance et de fierté identitaire. Cependant, la pollution des sols, le rythme perçu comme élevé de certaines productions (ananas, melon, œufs et les produits issus de l'aquaculture) interpellent et entachent l'image de la production locale.

Les salaisons, en particulier, semblent délaissées par la production locale.

### Argumenter et convaincre seront nécessaires pour que consommer local devienne un acte plus naturel

Informers les consommateurs, diversifier, moderniser par la transformation d'aliments (poyos surgelés, frites d'ignames, charcuterie et salaisons), communiquer et créer des labels sont autant d'initiatives pouvant encourager l'acte de consommer local dans la population.

Anne-Marie NAUD  
(Ipsos Antilles)  
Vanessa CORNELLY  
(ORSaG)

Pour en savoir plus

[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)  
[www.manger-bouger.fr](http://www.manger-bouger.fr)



## Les naissances diminuent encore

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, la population de la Guadeloupe est estimée à 404 000 personnes. En 2009, 5 500 enfants sont nés en Guadeloupe, le chiffre le plus bas depuis dix ans. Le nombre de décès augmente peu. Au cours de l'année 2008, la population de la Guadeloupe s'accroît de 0,5 %, à un rythme inférieur à la moyenne nationale. L'âge moyen de la population guadeloupéenne continue à augmenter sans atteindre celui du niveau national.**

Au premier janvier 2009, la population de la Guadeloupe est estimée à 404 000 personnes. Cela représente 1 500 personnes de plus qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Entre 1999 et 2009, la population de la Guadeloupe a augmenté d'environ 18 000 personnes, soit une croissance annuelle moyenne de 0,5%. Ce rythme de croissance démographique est inférieur à celui du territoire national (+0,7% par an) et c'est, avec celui de la Martinique, le plus faible des départements d'Outre-mer. L'augmentation de la population est due exclusivement à l'excédent naturel alors que les sorties sont supérieures aux entrées sur le territoire.

**Des naissances toujours en baisse**  
Le nombre de naissances est de 5487 pour l'année 2009, soit 271 de moins que l'année précédente. Sur cette base, la baisse des naissances dans la région en 2009 reste du même ordre qu'en 2008 mais les naissances atteignent leur plus bas

niveau depuis dix ans. Le recul des naissances va de pair avec la diminution du taux de natalité : il est de 14,3 naissances pour mille habitants en 2008, c'est la troisième année consécutive qu'il baisse.

Les femmes ont un peu moins d'enfants et un peu plus tard. L'indicateur conjoncturel de fécondité diminue par rapport aux deux dernières années : 229 enfants pour 100 femmes en âge de procréer en 2007, il y en avait 233 en 2006 et 237 en 2005. Il reste toutefois au-dessus de la moyenne des dix dernières années. L'âge moyen à la maternité augmente et atteint désormais 29,3 ans en 2007.

En 2008, 235 enfants sont nés de mères mineures soit 4,1% des naissances vivantes de l'année.

Près des trois quarts des naissances se produisent hors mariage, une proportion en hausse régulière. En France métropolitaine, ces naissances comptent pour 52% de l'ensemble et sont majoritaires seulement depuis 2006.

### Des naissances toujours en baisse

#### Les indicateurs démographiques

En nombre et %

	Population au 1 <sup>er</sup> janvier	Naissances	Décès	Solde naturel	Taux de natalité	Taux de mortalité
1999	385 609	6 481	2 505	3 976	16,8	6,5
2000	388 045	6 664	2 505	4 159	17,1	6,4
2001	390 672	6 712	2 462	4 250	17,1	6,3
2002	393 024	6 110	2 639	3 471	15,5	6,7
2003	394 881	6 102	2 522	3 580	15,4	6,4
2004	396 992	6 339	2 551	3 788	15,9	6,4
2005	399 178	6 535	2 771	3 764	16,3	6,9
2006	400 736	6 228	2 763	3 465	15,5	6,9
2007	400 584	6 053	2 655	3 398	15,1	6,6
2008	402 500*	5 758	2 786	2 972	14,3*	6,9*
2 009	404 000*	5 487	2 874*	2 613*		

1) Les estimations de population de 2008 et 2009, publiées chaque année en janvier, ont été révisées pour tenir compte des résultats les plus récents du recensement

Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil



# Démographie

En 2009, les décès domiciliés dans la région sont estimés à 2 870, soit 90 de plus qu'en 2008 (+3,2 %). Ainsi, ils augmenteraient pour la deuxième année consécutive.

Un garçon né en 2007 peut espérer vivre jusqu'à 76,2 ans, si les conditions de mortalité à chaque âge restent identiques à celles observées en 2007 tout au long de sa vie. L'espérance de vie des hommes reste inférieure à celle des femmes qui atteint 83,3 années.

Ces espérances de vie à la naissance sont en dessous des moyennes nationales, respectivement 77,4 et 84,3 ans.

La population guadeloupéenne continue à vieillir. L'âge moyen des Guadeloupéens augmente régulièrement passant de 29,9 années en 1990 à 35,6 en 2008. La Guadeloupe est toutefois la troisième région la plus jeune de France après la Guya-

ne et La Réunion de ce point de vue. La part des personnes âgées de moins de 20 ans représente désormais moins

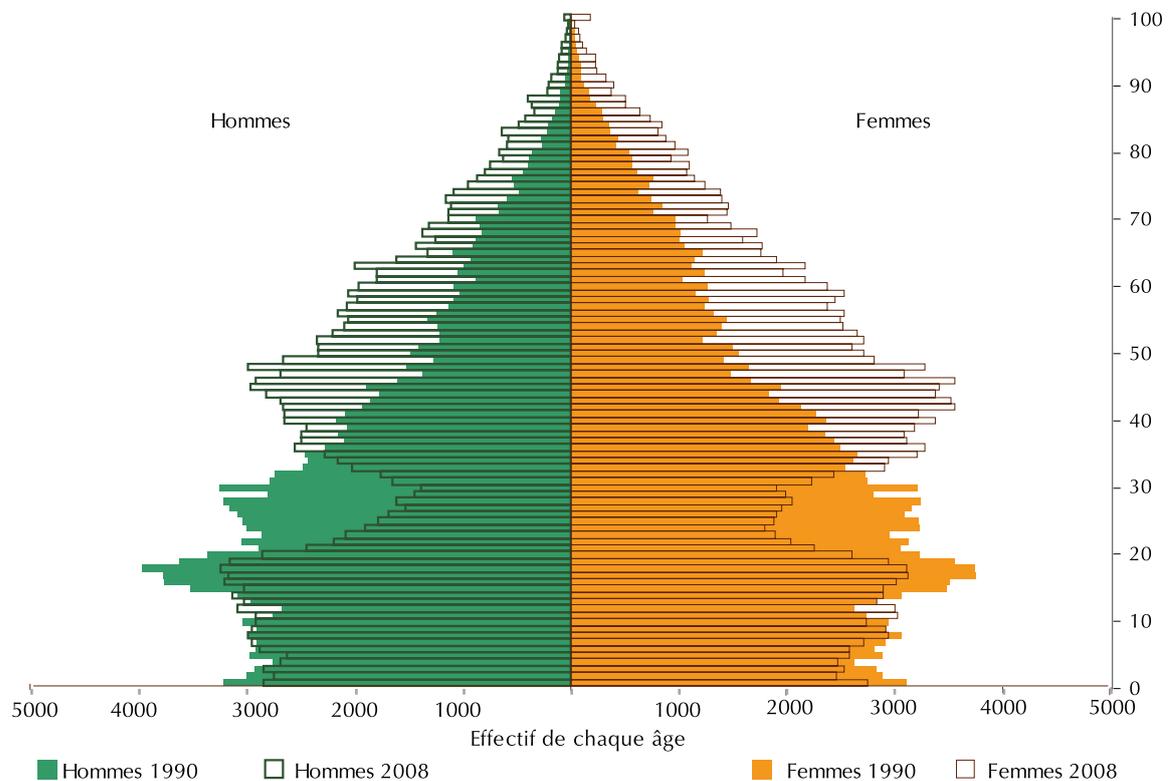
## Le vieillissement de la population se poursuit

d'un tiers de la population. Elle diminue régulièrement depuis les années 1990 mais reste au-dessus de la moyenne nationale. Dans le même temps la part des plus de 60 ans continue à augmenter et bientôt un Guadeloupéen sur cinq aura 60 ans ou plus.

Hugues HORATIUS CLOVIS

### Une population vieillissante

Pyramide des âges de la population de la Guadeloupe en 1990 et 2008



Source : Insee, estimations de population

### Définitions

**Solde naturel ou excédent naturel** : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours d'une période.

**Taux de natalité** : rapport du nombre de naissances vivantes sur une période à la population totale moyenne de la même période.

**Indicateur conjoncturel de fécondité** : somme des taux de fécondité par âge observés à une année donnée. Cet indicateur donne le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge restaient inchangés.

**Taux de mortalité** : rapport entre le nombre de décès sur une période à la population totale moyenne sur la même période.

**Taux de mortalité infantile** : rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des enfants nés vivants.





## RÉDACTION

Directeur de la publication : René JEAN

### COMITÉ DE RÉDACTION

Rédactrice en chef : É. LAURET

Relecture : J-C. Courbain, P. Hernandez, H. Le Grand, G. Para, H. Chesnel

Membres : G. Forgeot, J-C. Lambert, P. Valadou

### MAQUETTE INSEE

Annick Couillaud

### COUVERTURE PHOTOS

Annick Couillaud

ISSN : 0987-4216

COMMISSION PARITAIRE : 2082 AD

Dépôt légal : juin 2010

#### DIRAG :



41, rue Bébien  
97158 Pointe-à-Pitre  
Cedex

Tél. 05.90.21.47.00

[www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe)

#### S.R. GUADELOUPE :



Cité Guillard  
34, chemin des Bougainvilliers  
B.P. 96  
97102 Basse-Terre  
Cedex

Tél. 05.90.99.36.70

[www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe)

#### S.R. MARTINIQUE :



Centre Delgrès  
Les Hauts de Dillon  
B.P. 641  
97262 Fort-de-France  
Cedex

Tél. 05.96.60.73.60

[www.insee.fr/martinique](http://www.insee.fr/martinique)

#### S.R. GUYANE :



Avenue Pasteur  
B.P. 6017  
97306 Cayenne Cedex

Tél. 05.94.29.73.02

[www.insee.fr/guyane](http://www.insee.fr/guyane)

# antiano<sup>éco</sup>

la revue économique et sociale des antilles guyane

Codex SAGE / ANT73180 Proc. 8,00 €

n° 73 - 8,00 € Juin 2010

